

## Contribuer à la construction d'une grande force politique de gauche

*mardi, 26 février 2008 / Texte du M'PEP*

---

### **APRES L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2007 CONSTRUIRE UNE GRANDE FORCE POLITIQUE DE GAUCHE**

#### **I.- L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2007 A ETE MARQUEE PAR L'IRRUPTION D'UNE DROITE TESTANT LES RECETTES DES CONSERVATEURS AMERICAINS ET PAR LA DELIQUESCENCE DE LA GAUCHE**

Depuis le revirement de la majorité des dirigeants socialistes en 1982-1983, l'idée du renouvellement de la gauche française ne fait que gagner du terrain dans le débat politique. Mais jamais cette nécessité n'était apparue avec autant de clarté et d'urgence qu'après l'élection présidentielle de 2007. Cette élection marque de toute évidence la fin d'un système politique et la transition vers un nouveau dont on ne voit pas encore, pour l'instant, la configuration qu'il pourrait prendre. En tout cas, cette élection présidentielle confirme le besoin de reconstruire entièrement la gauche, tant dans sa doctrine que dans ses modes d'organisation.

La gauche, en effet, dans toutes ses composantes, n'a plus de fondements idéologiques solides. Elle est en déliquescence. Une partie d'entre elle s'est même inscrite dans le cadre intellectuel du néolibéralisme, ne cherchant, timidement, qu'à freiner les conséquences de la mondialisation capitaliste. Elle s'est résignée. Elle a capitulé. Subjuguée, elle n'ose parler que des « excès » du néolibéralisme, sans plus jamais parler du capitalisme. Intimidée par la puissance idéologique de la droite, la gauche a perdu l'initiative et croit que c'est en tournant ses regards vers le « centre » ou même la droite qu'elle pourra se « moderniser ».

Alors que la droite affiche ses convictions, souvent avec mépris et arrogance, la gauche rase les murs. Elle ne croit plus à ce qui lui a donné sa raison d'être : la lutte pour l'égalité, la République sociale et le socialisme.

C'est pourquoi le M'PEP considère qu'il faut se préparer à engager une « longue marche » afin d'ouvrir un nouveau cycle idéologique, culturel, philosophique et politique : celui de l'épuisement de la pensée néolibérale et de l'avènement d'un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. La gauche doit se décomplexer.

L'oligarchie, c'est-à-dire les très grands patrons et leur organisation, le MEDEF ; les très hauts fonctionnaires qui se sont répartis les rôles entre Bruxelles, Bercy, les médias, les firmes multinationales à base française, l'UMP, le MODEM et la rue de Solferino ; les stars des médias ; a tout fait pour empêcher la présence d'un candidat du « non » au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, lors du deuxième tour de la présidentielle de 2007, avec l'accord tacite de la majorité des dirigeants du PS et de sa candidate. Aucun représentant du « non », en effet, ne devait être présent au second tour, sous peine de ruiner près de trente années d'efforts des néolibéraux et socio-libéraux pour installer l'eurolibéralisme. C'est pourquoi Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal avaient été présélectionnés par l'oligarchie et vendus au public par leurs médias et instituts de sondage comme les seuls candidats possibles. Ces deux candidats, auquel il convient d'ajouter François Bayrou, disposant d'un programme commun sur l'essentiel, quasi interchangeable, montraient ainsi qu'ils préservaient les intérêts de l'oligarchie et que le deuxième tour de la présidentielle, finalement, n'avait que peu d'importance.

Il convient d'analyser correctement la victoire de Nicolas Sarkozy à cette élection présidentielle, car elle a été ambiguë ; comprendre le rôle de « remplaçant joué par François Bayrou ; et regarder en face la faillite de toutes les composantes de la gauche.

#### **A.- Présidentielle 2007 : une élection paradoxale**

Cette élection, comme son résultat, ont un caractère paradoxal car le record de participation électoral traduit une forme de politisation dans un environnement où tout avait été fait pour dépolitiser le débat. La personnalisation outrancière de la campagne et de l'action politique dans les mois qui ont suivi s'est déjà retournée contre le président de la République, car le désir de changement qui s'était manifesté au moment

du scrutin a été déçu. Ajoutons au paradoxe que les quatre premiers candidats ont repris certains des thèmes du « non » au Traité constitutionnel européen.

### **1.- Un record de participation qui traduit une forme de repolitisation des citoyens**

On ne soulignera jamais assez que la forte mobilisation des électeurs à l'élection présidentielle de 2007 a été, en soi, un énorme camouflet aux néolibéraux. Elle a montré que leurs efforts pour dépolitiser la population et la tenir écartée des urnes n'ont pas eu l'effet escompté, même si, au bout du compte, c'est Nicolas Sarkozy qui a gagné l'élection.

Les raisons de cet afflux de la participation électorale peuvent être trouvées dans l'attente des citoyens vis-à-vis de la politique ; le besoin de gommer le traumatisme du 21 avril 2002 ; une soif confuse de changement ; le peu de résultats obtenus par les luttes syndicales ; des enjeux compréhensibles par les citoyens dès lors qu'ils portent sur le changement de président de la République, clé de voute des institutions. Cette importante participation électorale, suivant celle du référendum de 2005, témoigne de l'immense potentiel de mobilisation d'une grande partie de la population française, pour sortir du néolibéralisme.

Ce record de participation des électeurs, fait unique au monde dans les pays où le vote n'est pas obligatoire, traduit une immense attente envers l'action politique et un certain renouveau de la souveraineté populaire. L'abstention, de 15,40 % seulement, a été la plus faible de la Ve République, pratiquement identique au taux d'abstention de la première élection du président de la République au suffrage universel direct en 1965. De multiples raisons sont intervenues qui peuvent expliquer cette mobilisation des électeurs.

Au premier rang d'entre elles se trouve la volonté d'effacer la honte du 21 avril 2002 où Jean-Marie Le Pen, le candidat du Front national, était présent au deuxième tour de la présidentielle, après avoir devancé Lionel Jospin, le candidat du Parti socialiste, au premier tour. Le risque de la présence éventuelle de Le Pen au second tour a hanté l'élection de 2007. La culpabilisation et la crainte de nombreux électeurs, les incitations d'une partie du mouvement associatif à s'inscrire sur les listes électorales et à voter ont eu un impact certain. Il est vrai, en contrepartie, que cet afflux d'électeurs a décuplé le vote utile, à droite comme à gauche, contribuant à renforcer le bipartisme et à affaiblir les petits et moyens candidats.

C'est aussi une volonté de changement qui s'est exprimée. Tous les candidats ont présenté des programmes fondés sur la critique de la situation économique et sociale actuelle en formulant des propositions de changement. Si la nature de ces changements était évidemment différente d'un candidat à l'autre, c'est l'insatisfaction des citoyens qui a constitué l'élément le plus significatif.

Autre facteur explicatif de la mobilisation électorale : l'absence de résultats tangibles obtenus par les luttes sociales. Hormis le retrait du Contrat première embauche (CPE), les luttes mêmes massives comme celles pour la défense des retraites en 2003 n'ont obtenu que très peu de résultats. Au passage, les incantations habituelles de certains milieux appelant à un « troisième tour social » après les élections, hormis qu'elles discréditent leurs auteurs, sont restées vaines, comme d'habitude.

Les enjeux de cette élection ont été mieux définis. Alors que la droite avait mené le débat sur la « fracture sociale » en 1995 – un thème de gauche –, qu'elle avait mis en avant l'insécurité en 2002 – une diversion d'extrême droite –, elle a mis l'accent en 2007 sur la « rupture » au sein d'un projet ambigu. La candidate socialiste et le candidat chrétien-démocrate, quant à eux, sont restés dans le flou du social-libéralisme.

On peut ajouter que la campagne électorale a passionné les Français. Plus de 2 millions d'exemplaires d'ouvrages liés à l'actualité présidentielle ont été vendus, d'autres centaines de milliers après l'élection pour en tirer le bilan. Des records d'affluence ont été atteints dans les meetings, l'audience lors des débats télévisés a atteint des sommets.

Finalement, l'action politique est apparue ou réapparue aux yeux de millions de citoyens comme l'ultime recours. Ces records de participation montrent que le « rejet » de la politique a reculé, tout comme la désespérance qui l'accompagne. Ce phénomène avait déjà été observé lors du référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen qui avait connu, lui aussi, des records de participation. Les citoyens, dans ces deux cas, se sont remis à croire que l'action politique était susceptible de régler les problèmes de la société. C'est énorme ! Le manque d'« offre politique » qui était dénoncé ces dernières années a été remplacé par une multiplication des candidatures, expliquant ainsi une partie de cette mobilisation.

Pour bien mesurer le chemin parcouru, rappelons ici le rôle de l'une des plus puissantes « boîte à idées » au monde (les fameux Think-Tanks), la Commission Trilatérale. Dans son « Rapport sur la gouvernabilité des démocraties », en 1975, elle considérait que « Nous sommes venus à reconnaître qu'il existe potentiellement des limites désirables à la croissance économique. Il y a également des limites potentielles désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique [...] Un gouvernement qui manque d'autorité [...] aurait peu de capacité, à l'arrivée d'une crise cataclysmique, d'imposer à son peuple les sacrifices qui pourraient être nécessaires [...] Plus un système est démocratique, plus il est exposé à des menaces intrinsèques ».

Il était alors suggéré de façon explicite, dans ce rapport de la Commission Trilatérale, de limiter la participation des citoyens, cette méthode paraissant la plus efficace pour enrayer les « excès » inhérents à la démocratie. En d'autres termes, il s'agissait pour les milieux dirigeants de démobiliser les citoyens pour survivre, après la grande peur de Mai 1968 et des quelques années qui avaient suivi et qui avaient ébranlé l'ensemble du monde occidental.

La thèse de la Commission Trilatérale avait néanmoins fini par s'imposer. Son succès avait même dépassé les espérances de ses promoteurs et avait conduit à un affaiblissement tragique des ressorts démocratiques dans les pays développés. L'atonie, l'anomie, l'abstention, le scepticisme, la désertion, le je-m'en-foutisme (Stade Furiani de Bastia, sang contaminé, vache « folle », etc., pour ne prendre que quelques exemples français), l'« aquoibonisme », l'ennui, l'individualisme, le cynisme, le racisme, l'indifférence à soi, aux autres et à l'égard de la chose publique, s'étaient accrus dans un système de plus en plus étranger aux préoccupations de la vie quotidienne des citoyens.

Il y avait discrédit de la politique, dégénérescence des partis, déclin du Parlement, indifférence croissante des citoyens au fonctionnement de la démocratie, multiplication des « incivilités » qui empoisonnent la vie quotidienne, baisse de la conflictualité sociale. L'idée même de parti politique était remise en cause.

Ce recul organisé de la souveraineté populaire, qui avait contribué à l'écrasement matériel et moral de millions de citoyens, a-t-il été stoppé par l'élection présidentielle 2007 ? Nul ne peut l'affirmer pour l'instant, d'autant que la participation électorale aux législatives qui ont suivi et aux municipales de 2008 a été faible. En revanche, voter revient, de fait, à s'opposer aux forces obscures du marché et de la fatalité, et à considérer, au contraire, qu'il est possible de choisir son destin. Avec près de 5 millions supplémentaires de votants en 2007 par rapport à 2002, l'un des symptômes de la « crise du politique » a volé en éclat. Cette mobilisation exceptionnelle témoigne des immenses potentialités que recèle la société pour sortir du néolibéralisme.

## **2.- Une personnalisation outrancière de la campagne et des mois qui ont suivi, qui se retourne contre le président de la République**

L'addition du mode de scrutin à l'élection présidentielle (suffrage universel uninominal à deux tours) et des médias audiovisuels, surtout la télévision, exacerbe la personnalisation des campagnes électorales. La victoire d'un candidat viendra d'une alchimie, difficile à prédire d'avance, entre son programme, sa personnalité, la symbolique politique qu'il incarne et le sens de l'histoire dans lequel il s'inscrit. Mais avec la participation croissante des médias audiovisuels, le talent personnel joue désormais un rôle considérable.

Plus qu'aucune autre élection présidentielle, celle de 2007 a été marquée par une mise en scène de soi par les candidats. Les « moi je », les « je veux », les « je déciderai de... », etc., ont envahi les discours des candidats. Les candidats trotskystes Olivier Besancenot et Arlette Laguiller ont participé à plein, eux-aussi, à ce jeu médiatique, tout comme le candidat altermondialiste José Bové. Même chose pour Marie-George Buffet, mais dans une moindre mesure, du fait de ses difficultés à se trouver à l'aise dans les médias, ces derniers, contrairement aux autres candidats déclarés « antilibéraux », ne lui faisant pas de cadeaux.

Cette personnalisation de la campagne a eu pour effet de contribuer à la dépolitiser, en faisant appel à la psychologie, aux affects, à l'instrumentalisation de la souffrance des victimes, à l'empathie, à la compassion, au pathos, à l'émotion. Pour les principaux candidats le réflexe était : « chouette : une victime ! ».

L'utilisation lancinante du mot « valeurs » pendant la campagne a contribué à affaiblir le débat d'idées, lui donnant un tour moral et psychologique. C'est exactement le contraire d'un débat sur des idées qui fait appel à la réflexion et à l'intelligence, car la notion de « valeurs » ferme le débat. Les valeurs, en effet, sont comme les goûts et les couleurs : on ne les discute pas. Les valeurs ont donc remplacé les idées : ceux qui avaient peu d'idées ont fait étalage de leurs nombreuses valeurs. On ne sait pas qui, de Nicolas Sarkozy ou de Ségolène Royal, a commencé à personnaliser le débat et à le ramener à leur propre personne. Mais peu

importe, les deux principaux candidats, suivis du reste de la meute, ont rivalisé dans l'exposition de leur « moi ».

Nicolas Sarkozy, curieusement, une fois élu, a poursuivi dans la personnalisation. Mal lui en a pris.

### **3.- Une élection marquée par un désir de changement**

Le caractère très ambigu de la campagne de Nicolas Sarkozy ne permet absolument pas d'affirmer qu'il y a eu glissement du pays vers la droite. On ne peut pas non plus, par une mauvaise interprétation, constater une évolution du vote ouvrier vers la droite. Les instituts de sondage donnent des résultats contradictoires et ne sont pas assez outillés pour mener des études approfondies.

Malgré sa victoire, Nicolas Sarkozy s'est enfermé dans un piège. Le retour de la politique, inéluctablement, va se refermer sur lui, d'autant plus violemment qu'il a voulu incarner l'épopée sans en avoir l'épaisseur.

Durant la campagne, tous les sondages l'avaient déjà indiqué : les questions sociales sont au cœur des préoccupations des Français. C'est encore plus vrai pour les sympathisants du PS, des Verts, du PC et des partis trotskystes qui ont voté avant tout au regard des inégalités sociales (63 % contre 42 % pour l'ensemble des votants), l'emploi (49 %) et le pouvoir d'achat (34 %), loin devant l'immigration (12 %) ou la sécurité (14 % contre 27 % pour l'ensemble des votants). Ainsi, les ouvriers et les chômeurs se sont positionnés à 61 % sur l'emploi.

On a pu observer, également, que la proportion d'électeurs faisant leur choix le jour du scrutin avait un peu baissé : 15 % contre 17 % en 2002. Même chose pour ceux qui ont fait leur choix « il y a quelques jours » : 19 % contre 22 % en 2002. Idem pour « il y a deux ou trois semaines » : 7 % contre 8 % en 2002. C'est un progrès sur 2002, mais ce sondage « sortie des urnes » montre une grande volatilité de l'électorat puisque 41 % des électeurs fait sont choix moins de trois semaines avant le jour du scrutin. Les hésitations ont duré jusqu'à l'ultime instant pour Dominique Voynet (28 % de ses électeurs se décidant le jour même), José Bové (25 %) et Olivier Besancenot (17 %).

Cette situation témoigne du poids de la télévision dans le choix des électeurs, comme en témoigne le même sondage « sortie des urnes ». A la question sur les moyens d'information qui ont été « les plus utiles » pour que les électeurs fassent leur choix, les émissions politiques à la télévision donnent 41 % (contre 27 % en 2002), les journaux télévisés 30 % (25 % en 2002), la radio 20 % (19 % en 2002). L'action militante n'est pas inutile puisque 24 % des électeurs ont fait leur choix après des discussions avec des amis ou des proches ; 7 % grâce à Internet ; 5 % après des discussions avec des militants politiques ; 5 % les meetings et 4 % les tracts.

Le désir de changement qui s'est manifesté à l'occasion de l'élection présidentielle se mesure par les attentes de l'électorat. Le même sondage « sortie des urnes » que précédemment dresse une liste de « valeurs » que les sondés aimeraient voir portées « prioritairement par le prochain président de la République ». Comme depuis des années, c'est le travail qui vient en tête, de façon écrasante, avec 62 %. Viennent ensuite : le respect (27 %) ; la justice (26 %) ; la solidarité (23 %) ; l'autorité (18 %) ; l'égalité (17 %) ; la famille (16 %) ; la tolérance (14 %) ; la discipline (13 %) ; la liberté (12 %) ; la responsabilité (12 %) ; la laïcité (11 %). Ces résultats sont excellents ! Ils ne donnent absolument pas l'image d'une société qui aurait basculé à droite.

Nous avons la confirmation dans l'étude qui porte sur les « enjeux qui ont le plus compté » pour les électeurs, « au moment de voter ». L'emploi est toujours en tête avec 44 %, puis les inégalités sociales (42 %), le pouvoir d'achat (30 %), la sécurité des personnes et des biens (27 %), l'immigration (23 %), les retraites (22 %), l'éducation et la formation (21 %), le logement (19 %), l'environnement et l'écologie (18 %), la précarité des contrats de travail (17 %), le système français de santé et de Sécurité sociale (16 %), la dette de l'Etat (15 %), la modernisation de la France (13 %), la recherche (13 %), la fiscalité (12 %), la défense des services publics (11 %), la construction de l'Europe (10 %), la politique étrangère de la France (9 %), la mondialisation (7 %), la réforme des institutions (6 %).

Cette étude est particulièrement intéressante. Elle confirme que la France n'a pas viré à droite et que ce sont les thèmes normalement de gauche (emploi, pouvoir d'achat, retraites, logement, etc.) qui constituent les enjeux principaux. Ce résultat rend d'autant plus amère la défaite de la candidate qui se réclamait de la gauche. On notera le très faible score réalisé par la « mondialisation » (7 %). Comment l'interpréter ? Les Français n'auraient-ils plus peur de la mondialisation puisque, à leurs yeux, elle ne constituerait plus un

enjeu ? Si tel était le cas, ce serait un échec majeur pour l'idéologie néolibérale qui a toujours fait de la « mondialisation » un épouvantail chargé de faire avaler les délocalisations, compression des salaires, etc. même chose pour la « construction de l'Europe » qui, avec 10 %, ne représente pas un enjeu très important pour les Français. C'est excellent ! Le mythe européen s'effondre. Les conditions commencent à être mures pour engager la bataille de la sortie de l'Union européenne.

#### **4.- Les quatre premiers candidats ont repris les thèmes du « non » au Traité constitutionnel européen**

Les quatre premiers candidats du premier tour (Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou, Jean-Marie Le Pen) ont repris, sous une forme ou sous une autre, un certain nombre de thèmes défendus jusqu'à présent par les forces du « non » au Traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005. C'est bien la preuve de la puissance du rejet de l'eurolibéralisme. Plusieurs exemples peuvent être pris :

Des critiques, parfois virulentes, ont été émises contre la Banque centrale européenne (BCE), notamment par Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, phénomène impensable il y a peu.

Les forces pro-système (UMP, MODEM de François Bayrou, majorité des dirigeants du PS et Ségolène Royal) ont ainsi témoigné de la perte d'une partie de leur hégémonie idéologique puisqu'elles ont fait la démonstration qu'elles ne pouvaient survivre électoralement que par l'intégration d'un discours en contradiction totale avec leur idéologie propre, leur pratique et leur bilan. C'est le signe d'une très grave crise politique qui peut être potentiellement explosive. Des secteurs entiers des forces pro-système (au sein de l'électorat du FN, de l'UMP, du MODEM, du PS) vont être déstabilisés et idéologiquement prêts à basculer. Mais où ? Certainement pas du côté du PS dont la majorité reste favorable à l'européisme, ni du côté du MODEM pour la même raison. Reste le Front national et, le cas échéant, d'autres forces qui pourraient apparaître.

Quoiqu'il en soit, le « politiquement correct libéral européen » a pris beaucoup de plomb dans l'aile au cours de cette campagne.

#### **B.- Utilisant des méthodes qui ont fait le succès des conservateurs américains, Nicolas Sarkozy est parvenu à incarner le changement**

La victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle 2007 est loin de revêtir le caractère apocalyptique que d'aucuns lui ont prêté. D'ailleurs, l'affaiblissement de la droite aux élections municipales de 2008 et l'effondrement du président de la République dans les sondages, un an après son élection, en témoignent.

Même une analyse réduite à de la comptabilité électorale ne montre pas un écrasement des candidats se réclamant de la gauche. Il est vrai, pourtant, que la gauche, dans toutes ses composantes, y compris le PCF et les partis trotskystes, enregistre au premier tour de l'élection présidentielle, le 22 avril 2007, son plus mauvais score depuis 1969 (36,46 %). Il est vrai, aussi, que les 5 candidats affichés comme « antilibéraux » (Besancenot, Bové, Buffet, Laguiller, Schivardi), avec 9 %, obtiennent le plus faible score réalisé par cette famille politique de toute l'histoire de la Ve République. Il est vrai, encore, que la candidate des Verts, avec moins de 2 % des voix, a remis en cause l'existence même de ce parti. D'un autre côté, avec 63,56 % des voix, les différents candidats s'inspirant directement du néolibéralisme (Sarkozy, Bayrou, Le Pen, de Villiers, Nihous) approchent les records de 1965 (67,13 %) et de 1969 (67,68 %). Néanmoins, au deuxième tour le 6 mai, Ségolène Royal, avec 46,94 %, n'obtient qu'un peu plus que François Mitterrand en 1965 (44,80 %), qui reste le plus mauvais score de la gauche sous la Ve République. Mais trois ans plus tard il y avait mai-juin 1968...

Le résultat de Ségolène Royal au second tour reste convenable et s'inscrit dans les scores passés du Parti socialiste. Il ne justifie pas de craindre l'apocalypse, sachant que ce n'est pas tellement la gauche qui a été défaite, que Ségolène Royal elle-même, le social-libéralisme et le PS.

L'analyse des contradictions – explosives ! - de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy est à faire, afin de comprendre pourquoi il a pu incarner l'épopée et Ségolène Royal le conservatisme.

C'est ce dont témoigne la forte participation électorale, suscitée par les enjeux de ce scrutin. Le candidat de la droite a parfaitement bien compris qu'on ne pouvait être majoritaire à l'élection présidentielle sur des bases simplement néolibérales, Alain Madelin en ayant fait les frais en 2002. Il faut toujours du social, censé séduire l'électorat de gauche, et du national, censé séduire l'électorat de la droite extrême. Nicolas Sarkozy a

donc développé des thèmes inspirés des conservateurs américains, tout en critiquant, de façon paradoxale, le néolibéralisme.

Toute la campagne de Nicolas Sarkozy lors de la campagne de l'élection présidentielle 2007 est imprégnée des thèmes du mouvement conservateur américain. On y retrouve en effet tous les ingrédients : religiosité, ultralibéralisme économique, autoritarisme, austérité sociétale. Ce sont autant de sujets qui ont permis aux conservateurs américains de marquer des points dans les milieux populaires et même chez certains intellectuels.

## **1.- Nicolas Sarkozy, disciple de la droite fondamentaliste américaine**

Nicolas Sarkozy a testé avec un relatif succès les méthodes qui ont permis à la droite fondamentaliste américaine de gagner : le retour de la religiosité en politique, un discours radical et la captation d'une partie de l'électorat ouvrier.

### **a.- Résurgence de la religiosité en politique**

La campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy a comporté de nombreuses références à la religion. Les premiers mois de son mandat ont confirmé qu'il ne s'agissait pas simplement d'une posture électorale de court terme, sans lendemain, mais bien d'une stratégie de long terme. Celle-ci, d'ailleurs, impose à la gauche de rehausser la lutte pour la laïcité dans l'ordre de ses priorités.

Il y a certainement, dans le choix de Nicolas Sarkozy, une part de croyances personnelles. Encore que ces dernières paraissent modestes, l'essentiel étant plutôt à rechercher dans un choix politique parfaitement conscient.

On pourrait considérer que rien n'est nouveau sous le soleil et que la religion a toujours été liée à la droite. Cette dernière, en effet, s'est affirmée dans le rejet de la Révolution française, dès 1789, au motif que la Révolution remettait en cause l'ordre social voulu par le Créateur. La culture de droite, dans ses profondeurs, considère comme intouchable un ordre qui est jugé « naturel ». Pourtant la déchristianisation et les progrès des conceptions laïques avaient fait reculer les références à la religion dans le discours politique. En 1967 par exemple, les jeunes français étaient 81 % à croire en Dieu, et seulement 46 % en 1997. Raison de plus pour s'interroger sur les mobiles de Nicolas Sarkozy.

La réponse se trouve du côté des Etats-Unis. Dans ce pays, la population est particulièrement religieuse : deux tiers des Américains se déclarent « membres d'une Eglise » et ont assisté à un office religieux au cours des six derniers mois (contre 25 % des Britanniques) ; 55 % jugent la religion « très importante » (contre 19 % des Britanniques). Or, le renouveau chrétien aux Etats-Unis a coïncidé avec le renouveau du Parti républicain. Et ce renouveau chrétien lui-même n'est pas étranger à la recherche de racines, d'identité, de valeurs, d'ordre sur les plans racial, social et sexuel, provoquée par la dévastation généralisée suscitée par les politiques néolibérales. L'incompréhension des causes de cette situation, le recul des mobilisations collectives et des issues possibles renvoient les individus à eux-mêmes et à la conduite de stratégies de survie locale rapetissées sur sa propre personne et le noyau familial.

En France, seulement 16 % de l'ensemble de la population fréquentent la messe « de temps en temps, quelques fois dans l'année ». Mais si la France connaît un des taux de « croyance en Dieu » les plus faibles d'Europe (60 %, pour une moyenne européenne de 71 %, avec un plus bas de 36 % en République Tchèque et un plus haut de 97 % en Pologne), ce taux de croyance se concentre parmi les catégories populaires. Alors que 64 % des cadres et professions intellectuelles supérieures déclarent « avoir une religion », la proportion grimpe à 72 % pour les ouvriers et 68 % pour les employés. Les sans-diplômes sont 79 % dans ce cas, contre 62 % à bac + 2. Plus on est jeune moins on croit (60 % chez les 18-24 ans) ; plus on est âgé plus on croit (85 % chez les plus de 85 ans).

Pour Nicolas Sarkozy, la religion possède une fonction sociale devenue aujourd'hui fondatrice. La crise de la société française, en effet, pour lui, ne serait pas d'ordre économique, social ou politique, mais d'ordre moral. Il faudrait donc combler ce vide spirituel par la religion, comme la culture qui avait été instrumentalisée par le pouvoir gaulliste en étant présentée comme un « supplément d'âme » après 1968... Si Nicolas Sarkozy n'ose pas encore parler de construction d'une nouvelle « harmonie sociale », comme le font souvent les responsables politiques qui invoquent la religion, l'encouragement qu'il prodigue aux pratiques religieuses vise à renforcer la fonction traditionnelle de « pacification » des relations sociales.

C'est ainsi que Nicolas Sarkozy s'est prononcé pour la remise en question de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Afin d'éviter le développement erratique d'un « islam en France », il a choisi de fabriquer de toutes pièces un « islam de France » par l'encouragement au communautarisme. Dans les cités populaires « à risque », ce sont désormais les imams qui seront chargés du maintien de l'ordre en tant que représentants d'une fraction de la population française. Afin de contribuer à créer ces « communautés », Nicolas Sarkozy veut promouvoir la « discrimination positive » et les « quotas » (comme l' « affirmative action » créée dans les années 1960 aux Etats-Unis). Cette politique, aux Etats-Unis, a permis la création d'une bourgeoisie noire, se détachant de ses origines raciales pour se rapprocher de sa nouvelle appartenance de classe, tout en « contrôlant » une partie de la communauté noire. Nicolas Sarkozy envisage ainsi de fabriquer une « bourgeoisie » et donne des signes multiples en ce sens, dont la nomination de Rachida Dati au gouvernement n'est pas le moindre.

Le 18 mars 2007, au Zénith, Nicolas Sarkozy s'est fait disciple de Jean-Paul II. Dès le lendemain de sa victoire, le 10 mai 2007, un cardinal du Vatican s'en est réjoui. Le 20 juin 2007, le Vatican a félicité Nicolas Sarkozy pour son « ouverture », et le 20 décembre, au Vatican, Nicolas Sarkozy était sacré « chanoine de Latran » par Benoît XVI, titre que tous les anciens présidents de la République avaient refusé. Le 17 janvier 2008, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il souhaitait faire entrer les « représentants des religions » au Conseil économique et social. Le 20 février, Emmanuelle Mignon, directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, a déclaré dans VSD qu' « en France, les sectes sont un non-problème ». Le 23 février, le chanoine Sarkozy a adressé un message de félicitations pour l'ordination de quatre curés traditionalistes au Vatican...

## **b.- Une droite radicalisée**

Une explication de la victoire de Nicolas Sarkozy tient à son positionnement politique revendiquant clairement son appartenance à la droite. Différentes enquêtes « postélectorales » en témoignent, 85 % des personnes interrogées partagent ce jugement. C'est également le cas de 94 % des artisans et commerçants, 90 % des professions libérales et cadres supérieurs, 92 % de l'électorat de droite du premier tour.

Nicolas Sarkozy l'a clairement annoncé : « Oui, je cherche à séduire les électeurs du FN. Qui pourrait m'en vouloir de récupérer ces gens dans le camp républicain ? J'irai même les chercher un par un, ça ne me gêne pas. Si le FN a progressé, c'est que nous n'avons pas fait à droite notre boulot ». Cet objectif a été largement atteint. Si on compare les résultats de Nicolas Sarkozy en 2007 et le total de la droite en 2002 (Boutin, Chirac, Madelin), on observe une grande ressemblance avec l'implantation du Front national. Ainsi Nicolas Sarkozy obtient des scores très importants dans tous les départements méditerranéens, en Alsace et Rhône-Alpes. Même chose pour des cantons le long de la Garonne et dans les départements du grand bassin parisien : Aube, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Oise, Seine-et-Marne, Yonne.

En revanche, le basculement de l'électorat frontiste ne s'est pas opéré avec la même efficacité dans certains départements : Pas-de-Calais, Aisne, une partie des Ardennes, Haute-Marne, départements de Lorraine. Dans ces départements, la base sociologique de l'électorat du FN est beaucoup plus ouvrière et populaire qu'ailleurs et a beaucoup moins voté Sarkozy qu'en région Paca ou dans le Languedoc-Roussillon.

En outre, Nicolas Sarkozy a siphonné une partie significative de l'électorat de CNPT dans des secteurs où les chasseurs avaient acquis une certaine influence : baie de Somme, embouchure de la Seine, baie d'Isigny, Cotentin, Charente-Maritime, certains départements du sud-ouest, arrière-pays méditerranéen.

Au total, Nicolas Sarkozy est parvenu à capter une partie significative de la droite radicalisée qui avait progressivement glissée vers le FN au cours des 15 dernières années.

Le succès de Nicolas Sarkozy se trouve enfin dans la très forte mobilisation de l'électorat de droite traditionnel. Le vote utile a joué mais les messages et valeurs portés par le candidat ont conforté les catégories sociales généralement favorables à la droite. La droite a donc fait un « vote de classe » dès le premier tour : Neuilly (72 %), Le Chesnay (52 %), Boulogne (49 %), Enghien-les-Bains (49 %), Versailles (47 %), Saint-Germain-en-Laye (46 %), sans oublier les arrondissements chics de Paris : 64 % dans le 16e arrondissement, 58,5 % dans le 8e et 56 % dans le 7e.

## **c.- Captation d'une partie de l'électorat ouvrier**

Tout a changé pour la droite française depuis la fin du gaullisme quant ce dernier disposait d'une forte influence dans les milieux ouvriers. Le retour à une droite classique, avec Pompidou, Giscard, Chirac, a fait fondre le pactole électoral ouvrier de droite. Il faut savoir, en effet, que le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958, n'avait été possible que parce qu'il avait été soutenu par un puissant mouvement populaire.

Lors des élections législatives de 1958, 56 % des ouvriers votent à droite, dont 30 % pour le seul parti gaulliste. Lors de l'élection présidentielle de 1965, 45 % des ouvriers votent encore de Gaulle au second tour. Ce sont les « événements » de 1968 qui vont provoquer un recul sérieux du vote ouvrier en faveur de la droite. Bien que les élections législatives de juin 1968 soient largement remportées par la droite, le vote ouvrier en sa faveur tombe à 39 % et il poursuit sa chute à 36 % aux législatives de 1973. La baisse continue à l'élection présidentielle de 1974 où Valéry Giscard d'Estaing n'obtient que 27 % du vote ouvrier.

A l'élection présidentielle de 1988, la droite classique ne recueille plus que 18 % des voix ouvrières au premier tour (et 19 % pour Jean-Marie Le Pen) ; Jacques Chirac n'en obtenant que 26 % au second tour. Ayant compris la situation, Jacques Chirac développe avec succès le thème de la « fracture sociale » dont le but, évidemment, n'était qu'électoral, et visait à reconquérir le vote populaire. Il obtient 43 % des voix ouvrières et gagne l'élection. Mais à l'élection présidentielle de 2002, la droite n'obtient plus que 17 % des votes ouvriers au premier tour (et 33 % pour l'extrême droite).

Lors de l'élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy réalise au premier tour 17 % chez les ouvriers (26 % pour Le Pen, 16 % pour Bayrou et 5 % pour de Villiers, soit 64 % pour la droite), et 25 % chez les employés (21 % pour Bayrou et 8 % pour Le Pen, soit 54 % pour la droite). C'est parmi les salariés du secteur privé que Nicolas Sarkozy réalise de bons scores avec 32 % (20 % pour Bayrou et 12 % pour Le Pen, soit 64 % pour la droite). La candidate socialiste reste devant Nicolas Sarkozy chez les ouvriers (24 % contre 17 %), mais l'ensemble de la gauche ne fait que 36 %. Il n'y a que chez les salariés du secteur public que la gauche arrive à rivaliser avec la droite (49 % contre 51 %).

Il est vrai que le candidat Sarkozy n'avait pas ménagé ses efforts en direction de l'électorat ouvrier du Front national et du Parti communiste : « L'électeur du Front national comme l'électeur du Parti communiste n'appartiennent à personne » (18 juin 2006). Avec son slogan « la France qui se lève tôt et travaille dur », Nicolas Sarkozy avait spéculé sur le racisme social et le racisme tout court qui existent notamment dans les milieux populaires. Les « assistés » y sont mal vus, l'aide sociale est souvent considérée comme étant attribuée aux « fainéants », d'autant qu'elle recoupe dans certaines régions en partie des réalités ethniques. L'expérience des Etats-Unis a montré que la solidarité avait volé en éclat car les plus pauvres appartenaient majoritairement à des communautés raciales différentes.

Tout en observant beaucoup de prudence dans l'interprétation, les études faites sur les représentations des ouvriers (IFOP), donnent des résultats contradictoires. D'un côté, certaines opinions sont très marquées à droite : « il faut que l'État donne plus de libertés aux Entreprises » (61 %) ; « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » (66 %) ; « il y a trop d'immigrés en France » (62 %) ; « on ne se sent en sécurité nulle part » (49 %) ; « il faudrait rétablir la peine de mort » (48 %). Dans le même temps, les opinions des ouvriers sondés sont ouvertes à des questions sociétales plutôt de gauche : « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » (75 %) ; « tous les étrangers résidant en France devraient avoir le droit de vote aux élections municipales » (66 %).

Les données issues du « Baromètre politique français » réalisé par l'Ifop pour le Cevipof démontrent assez nettement que les ouvriers constituent, avec les employés, le groupe où l'intérêt déclaré pour la politique est le plus faible. Seuls 34 % des ouvriers disent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, contre 44 % des Français et 70 % des cadres supérieurs.

Les ouvriers accordent un crédit plus que limité dans les hommes politiques. Selon ce « Baromètre », 74 % d'entre eux disaient en avril 2006 n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays. Dans le même ordre d'idée, 58 % des ouvriers estimaient que l'opposition ne ferait probablement ou certainement pas mieux que le gouvernement de l'époque si elle était au pouvoir. Néanmoins, si la défiance vis-à-vis des responsables politiques était très forte chez les ouvriers, elle s'exprimait avec la même ampleur dans le reste de la population : 60 % des Français pensaient ainsi que l'opposition ne ferait pas mieux que le gouvernement et 69 % n'avaient confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays.

Les ouvriers partagent donc avec l'ensemble de la société française la même défiance vis-à-vis des hommes politiques mais ils s'intéressent encore un peu moins que la moyenne aux débats télévisés et aux

campagnes des uns et des autres. Doit-on pour autant en déduire que l'intérêt des ouvriers pour les grandes questions qui agitent la Cité est moindre ? Cette classe sociale est-elle vouée à l'anomie électorale ou peut-elle se mobiliser lors de certains scrutins ?

En vérité, la politique suscite davantage d'intérêt dans le monde ouvrier que dans les autres catégories sociales, pour peu que la politique ait un rapport avec la vie et la réalité quotidiennes. La campagne référendaire sur la Constitution européenne en 2005 et la présidentielle 2007 constituent à cet égard un bon exemple. Non seulement les débats ont pénétré très profondément dans l'ensemble de la société et ont animé partout les conversations, mais ils ont concerné avec la même intensité les milieux ouvriers. L'analyse des conversations des Français confirme ces évolutions : 91 % des ouvriers avaient évoqué avec leurs proches au cours des semaines écoulées la violence et les incivilités qui s'étaient produites dans les banlieues en 2006, 56 %, la baisse du chômage en septembre 2006, et 46 %, les débats sur les 35 heures dans l'hôtellerie et la restauration. Sur ces trois sujets, les scores observés parmi les ouvriers sont légèrement supérieurs à ceux mesurés dans l'ensemble de la population. L'écart a été encore plus important à propos des mobilisations contre le CPE : 78 % des ouvriers contre 68 % des Français en avaient parlé avec leurs proches.

L'analyse des résultats du référendum de 2005 à l'échelle communale montre que le différentiel d'abstention entre les communes à faible et forte proportion d'ouvriers a été relativement modéré, de l'ordre de 4 points, alors que l'amplitude est en général plus importante pour d'autres scrutins. A l'inverse, le score du « non » a été très corrélé avec le poids de la classe ouvrière dans la population communale.

Ces chiffres et études concordantes montrent clairement que le désintérêt supposé du monde ouvrier pour la politique ne saurait être considéré comme un postulat immuable et figé.

C'est le pari qu'a réussi le Parti républicain aux Etats-Unis, et que Nicolas Sarkozy voudrait imiter. Ce parti, en effet, est parvenu à réaliser une alliance en « U », c'est-à-dire entre les riches et une partie significative des pauvres, contournant le bloc central des classes moyennes. La même stratégie s'est déployée en Grande-Bretagne. Alors que les deux tiers de la working class votaient travaillistes entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 60, la situation s'est retournée à partir du début des années 70. Cette proportion est tombée à 57 % quand Margaret Thatcher a accédé au pouvoir en 1979, celle-ci devenant même majoritaire dans la working class en 1987. En 2005, 37 % de la upper working class votaient conservateurs, et 32 % travaillistes ; tandis que 33 % de la lower working class votaient conservateurs et 40 % pour les travaillistes.

Nicolas Sarkozy paraît bien avoir analysé cette situation aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, et compris l'enjeu décisif du vote des classes populaires (ouvriers et employés représentent plus de la moitié du corps électoral ; leur comportement, lors des scrutins, est à peu près identique). Il était difficile, d'ailleurs, de ne pas être conduit à cette analyse par les faits eux-mêmes, puisque la droite, en France, avait subi trois lourdes défaites électorales en deux ans : les élections européennes et régionales de 2004 et le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Seule la majorité des dirigeants du Parti socialiste ne semble pas avoir encore compris...

## **2.- L'illusion de l'épopée et de la « rupture » que Nicolas Sarkozy a pu incarner pendant la campagne électorale commence à se dissiper**

La « rupture » mise en avant par Nicolas Sarkozy avait plusieurs objectifs, dont celui de marquer sa différence avec Jacques Chirac pour mobiliser l'électorat de droite. On pourrait sans doute, et à juste titre, s'interroger sur le lien entre l'« épopée » et la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle. Pourtant ce lien existe, particulièrement dans un pays comme la France. Une épopée est un récit poétique qui narre soit une genèse mythique du monde, soit les événements légendaires qui ont conduit à la fondation d'un nouvel ordre politique. Invoquer ces mythes, ou même certaines réalités historiques, est une composante habituelle et nécessaire de la politique. Celle-ci, en effet, n'est pas qu'une activité purement rationnelle, elle est aussi faite de passions, d'émotions et d'utopies. L'élection présidentielle à la française (au suffrage universel) favorise l'épopée, dans le sens où les candidats, s'ils se placent sur ce registre, s'autoproclament du même coup les héros succédant à ceux qui ont fait les légendes. C'est ce qu'a voulu faire Nicolas Sarkozy, avec un certain succès puisqu'il a gagné l'élection présidentielle. Néanmoins, les habits de héros légendaire sont trop grands pour lui, son épopée était factice, le personnage creux, sa chute annoncée.

Il n'empêche que pendant cette campagne électorale on a pu assister à une vraie bataille idéologique d'un côté, celui de Nicolas Sarkozy, et à de la simple communication de l'autre, celui de Ségolène Royal ; à une

tentative d'accomplissement du « destin » de la France d'un côté, et à des propositions techniques et même technocratiques de l'autre ; à du volontarisme politique d'un côté, et de la mollesse de l'autre. Telles ont été les grandes différences entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Cette dernière n'a pas tenu compte de la prophétie de Jürgen Habermas, le philosophe allemand : « le temps va quelque part »...

Certes, l'équation personnelle des candidats est un facteur important, et peut-être décisif, lors d'une élection présidentielle à la française. Mais elle correspond toujours, par les qualités et défauts particuliers des candidats, à une attitude politique d'une partie du corps électoral. Nul ne peut nier que Nicolas Sarkozy possède des talents variés. Parmi ceux-ci, son habileté de bonimenteur, d'illusionniste et d'aventurier ne sont pas les moindres. Il est même incroyable qu'il ait pu se présenter comme le candidat du peuple alors qu'il a défendu le programme du MEDEF, en tous points contraire aux intérêts du peuple.

Mais s'arrêter à ce simple constat masquerait l'essentiel : ces talents si particuliers que Nicolas Sarkozy a su mettre en œuvre pendant cette campagne électorale et ce récit mythique qu'il a pu invoquer, correspondait à une configuration et à une attente de l'électorat. Il fallait en effet faire preuve de beaucoup d'habileté pour parvenir à faire oublier son bilan calamiteux (il a été ministre des gouvernements de Jacques Chirac) ; convaincre qu'il n'était pas le candidat de Neuilly ; faire croire à la « rupture ».

Au-delà du talent personnel de Nicolas Sarkozy, cette victoire est bien le résultat d'un travail idéologique, politique et culturel. Comme il l'a dit lui-même, nous allons « gagner sur nos valeurs, nous battre pour notre idéal ».

En réalité, la victoire de Nicolas Sarkozy n'est pas celle de l'épopée, mais celle de l'illusion de l'épopée. C'est pourquoi Nicolas Sarkozy a construit sa victoire sur une contradiction explosive. D'un côté, son programme économique, social et institutionnel annonce une accélération brutale de la révolution conservatrice, doublée d'un régime autoritaire ; alors que d'un autre côté, il a invoqué la lutte contre la « pensée unique ».

Nicolas Sarkozy est parvenu à rassembler largement à droite par un discours ultralibéral et autoritaire, à ratisser à gauche en condamnant la « pensée unique », et à occuper certains des terrains laissés en friche par la gauche.

## **a.- Nicolas Sarkozy a pu rassembler largement à droite et à l'extrême droite par un discours ultralibéral et autoritaire**

Nicolas Sarkozy a réussi à réconcilier Pétain et de Gaulle. Plus encore, il a rassemblé les droites, du centre droit à l'extrême droite, autour de trois idées : l'identité nationale, mais à connotation nationaliste ; l'autoritarisme ; l'immigration.

### **i.- L'identité nationale**

Quelques exemples :

- « A force de demander à la France d'expié son passé, à force de demander aux enfants de se repentir des fautes des pères, à force de réécrire l'histoire avec les préjugés d'aujourd'hui, à force de dénigrer la nation et de la charger de tous les péchés de la Terre, à force de nourrir la honte d'être français au lieu de chercher les raisons d'en être fier, à force, c'est notre capacité à vivre ensemble qui s'abîme. [...] Si nous ne sommes plus unis par la fierté d'être français [...] sur quoi allons-nous fonder notre solidarité ? D'où viendront nos droits et nos devoirs les uns vis-à-vis des autres ? » (Université d'été, Marseille, 3 septembre 2006).
- « La France n'a enfanté ni Hitler, ni Staline, ni Pol-Pot. Elle n'a rien créé d'équivalent aux camps nazis ou au goulag et elle n'a rayé aucune ville de la carte par le feu nucléaire. Son inclination naturelle l'a bien plus souvent portée vers la défense de la liberté et les droits de l'homme que vers des choix moins honorables. C'est bien d'ailleurs pour cela que la France a été une nation respectée et admirée à travers le monde. Les Français peuvent être fiers de leur histoire. » (Périgueux, 12 octobre 2006).
- « Dans ce pays aux multiples visages, où un habitant du Nord est tellement différent d'un Marseillais, un Breton d'un Strasbourgeois, c'est l'amour de notre histoire, de notre culture, de notre langue, qui constitue le ciment de notre unité. [...] Je n'aime pas l'expression « peuple de gauche » si souvent utilisée par nos adversaires. Il n'y a pas un « peuple de gauche » et un « peuple de droite ». Il y a le peuple français. Sa force, son unité résident dans sa capacité à réunir dans un même

héritage aussi bien Clemenceau et le général de Gaulle que Jaurès et Blum. » (juillet 2006).

- « Celui qui ne se sent pas en harmonie avec nos lois, nos coutumes, nos traditions, n'est pas obligé de demeurer sur le territoire national. Si on choisit la France et que la France vous accepte, on l'aime, on la respecte, on est heureux de ses droits et comptable de ses devoirs. » (Paris, 14 janvier 2007).

« Tout est possible pour les peuples et les nations qui veulent demeurer, qui ne renoncent pas, qui ne veulent pas vivre à genoux. C'est mon idée de la France, c'est ma volonté pour les Français, c'est ma conviction. » (Réunion des nouveaux adhérents, 10 juin 2006).

## ii.- L'autoritarisme

Quatre exemples peuvent être pris :

- « Je créerai des peines planchers pour les multirécidivistes. »
- « La République réelle à laquelle je crois c'est celle qui veut une école de l'autorité et du respect où l'élève se lève quand le professeur entre, où les filles ne portent pas le voile, où les garçons ne gardent pas leur casquette en classe. »
- « Je vous le dis avec franchise : la France ne peut pas continuer à en faire toujours plus pour ceux qui fraudent, abusent, ne veulent pas travailler, et toujours moins pour ceux qui travaillent, font des efforts, respectent les principes essentiels d'une vie en société. »
- « Je demande pour les multirécidivistes [...] que des peines planchers soient appliquées, pour qu'un certain nombre d'individus, qui reviennent pour la 18ème fois devant le même tribunal, pour les mêmes faits, comprennent que la prochaine fois cela coûtera tellement cher qu'il faut peut-être qu'ils arrêtent d'empoisonner la vie des autres. » (Audition devant la « Commission Stasi », 7 octobre 2003).

## iii.- L'immigration

Deux exemples :

- « Je veux passer d'une immigration subie à une immigration choisie parce que c'est une condition absolue de l'intégration. »
- « L'idée même de critiquer la France ne nous serait jamais venue à l'esprit. »

Certains commentateurs de l'élection présidentielle ont à juste titre considéré que l'élection de Nicolas Sarkozy marquait la fin des complexes de la droite. Cette dernière, en effet, avait été discréditée depuis la Libération par la compromission d'une partie d'entre elle avec les Nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. La droite s'était alors rassemblée derrière de Gaulle, qui n'a jamais dit qu'il était de droite. Il fallait être alors très courageux, ou particulièrement inconscient, pour s'afficher de droite. Après le discrédit et la honte, le temps faisant son œuvre, et la gauche bien des erreurs, la droite a réussi à se faire banaliser, mais sans jamais véritablement s'assumer comme telle : c'est-à-dire de droite. Le mot droite n'était jamais prononcé. Grâce à Nicolas Sarkozy, la droite serait aujourd'hui « décomplexée » et s'exposerait sans fard et sans honte.

Cette analyse a été vraie dans les derniers moments de la campagne électorale présidentielle de 2007 et lors des quelques mois qui ont suivi. Mais les facéties du nouveau président de la République, qui fait même craindre pour sa santé mentale, et son effondrement dans les sondages, particulièrement auprès de l'électorat le plus à droite, risquent de retarder le moment où l'on pourra être fier d'être de droite. Indigne de sa fonction qui demande une certaine gravité, Nicolas Sarkozy fait honte à la France. L'éditorialiste d'un quotidien parisien, dont le propriétaire est un très grand financier, se trompe quand il affirme, au lendemain des résultats de la présidentielle, que désormais la droite se présenterait « à visage découvert » et que la France aurait choisi « la clarté »... C'est l'exact contraire de la campagne de Sarkozy !

Parce que Nicolas Sarkozy a en partie siphonné Le Pen et surtout de Villiers, des commentateurs ont fait croire que les électeurs du FN étaient revenus à une logique républicaine en votant pour Nicolas Sarkozy. C'est oublier les thèmes qui ont été mis en avant par celui-ci. Nicolas Sarkozy a repris des idées de Le Pen et a même contribué à les banaliser, puisqu'elles restent présentes dans le débat public. En valeur absolue les

voix de Le Pen se maintiennent, il baisse en pourcentage car il y a davantage de votants.

### **b.- Nicolas Sarkozy a ratissé à gauche en détournant certains de ses thèmes**

Une partie des thèmes et des arguments de campagne de Nicolas Sarkozy étaient clairement à gauche et visaient, bien sûr, à détacher en sa faveur une partie de cet électorat. Les exemples suivants peuvent être pris :

- « Je donnerai aux partenaires sociaux les moyens de trouver ensemble les meilleures solutions pour le monde du travail et la protection sociale. »
- « Pour tous les Français, je veux plus de formation, plus de protection, plus de soutien, plus de justice, plus d'égalité des chances. »
- « Rapidement, nous pouvons obtenir de vrais changements dans notre pays, plus d'emploi, plus de pouvoir d'achat, plus de réussite scolaire et universitaire, plus d'égalité des chances, plus de justice, plus de liberté d'agir, de créer, de vivre, plus de développement durable, plus de solidarité. »
- « Je veux être le Président de la valeur travail. »
- « Votre pouvoir d'achat est trop faible. Chaque Français qui travaille gagne chaque mois 350 euros de moins qu'ailleurs en Europe et des millions parmi nous vivent avec moins de 800 euros par mois. Nos impôts sont parmi les plus élevés au monde. Et une fois payés votre logement et certains produits dont les prix augmentent trop vite, il ne reste quasiment plus rien dans votre budget. Mettre fin à cette situation sera ma priorité si je suis élu Président de la République. »
- « Je souhaite que ceux d'entre vous qui n'ont pas d'emploi puissent en retrouver un, car il ne peut y avoir de véritable pouvoir d'achat lorsque l'on est privé d'emploi. Je veux que vos emplois soient plus qualifiés pour que vous soyez mieux payés. Pour cela je réformerai la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche. Je souhaite revaloriser les petites retraites pour que tous les retraités puissent vivre décemment. Je veux que les impôts n'augmentent pas, mais au contraire qu'ils baissent. »
- « Je souhaite réduire le coût de votre logement et les prix à la consommation, en facilitant l'emprunt immobilier pour vous permettre d'être propriétaires, en augmentant le nombre de logements pour que les loyers baissent, et en luttant contre les monopoles dans certains secteurs. »
- « Je suis le candidat du peuple. »
- « Tout est possible » ; « Nous allons étonner le monde » ; « Rompre avec la pensée unique ». (Angers, 1er décembre 2006).
- Nicolas Sarkozy propose même d'instituer une « sécurité sociale professionnelle », une idée de la CGT, et dénonce « le patron voyou qui déménage son usine la nuit ».
- Et, cerise sur le gâteau, il n'hésite pas à contester « les politiques de monnaie forte et de surévaluation du change qui profitent à la rente et pénalisent l'activité ». Il propose donc logiquement un changement du statut et des objectifs de la Banque centrale européenne (Agen, 22 juin 2006).

### **c.- Nicolas Sarkozy a labouré les terrains laissés en friche par les partis de gauche**

Les friches laissées par la gauche, dans toutes ses composantes, correspondent à une série de thèmes à propos desquels, dans son ensemble ou pour une partie d'entre elle, elle est muette ou embarrassée. Il s'agit de la France ; de la République ; de l'immigration ; de la laïcité. Les candidats de la gauche et des partis trotskystes ont été neutralisés par certains des arguments développés par Nicolas Sarkozy sur la France, lorsqu'il proclame, par exemple, sa « fierté d'être français ». Le malaise de certains militants et responsables de gauche s'explique aisément par une crainte hors de propos du nationalisme, et par le fait qu'ils ne considèrent plus que la France puisse avoir un rôle autonome dans le cadre de la mondialisation. C'est ainsi que Nicolas Sarkozy a pu tenir des discours que la gauche aurait pu (presque) – aurait du – tenir, sans que la gauche ne réagisse :

- « Qu'il soit entendu que si on vit en France, alors on respecte les valeurs et les lois de la République. La soumission de la femme, c'est le contraire de la République, ceux qui veulent soumettre leurs femmes n'ont rien à faire en France. La polygamie, c'est le contraire de la République. Les polygames n'ont rien à faire en France. L'excision, c'est une atteinte à la dignité de la femme, c'est le contraire de la République, ceux qui veulent la pratiquer sur leurs enfants ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française. » (juillet 2006).
- « La France ne restera une nation libre que si elle se place aux avant-postes des mutations du monde. » (Saint Etienne, 9 novembre 2006).
- « Faire de la France ce pays à nul autre pareil ce pays que nous aimons qui mérite que nous donnions le meilleur de nous-mêmes. » (Angers, 1er décembre 2006).
- « Je serai le Président du peuple français, qui veut que notre pays change pour rester fidèle à son histoire et à ses valeurs. Dimanche prochain, je vous demande votre confiance pour le seul choix qui compte : celui de la France. »

### **C.- La défaite de Ségolène Royal est moins celle de la gauche que la sienne, celle du Parti socialiste et du social-libéralisme**

Le « phénomène » Royal, fondé d'images et d'apparences, a été l'apogée de la dépolitisation de la gauche. C'était la condition, en effet, pour développer la stratégie du parti démocrate américain vers laquelle veulent évoluer les dirigeants du PS. Incarnation de la gauche « moderne », Ségolène Royal s'est constamment placée à l'intérieur de l'idéologie de la droite, dont elle a voulu constituer une variante plus « douce ».

Si Ségolène Royal avait mené une campagne à gauche, sur un programme de gauche, sa défaite aurait été celle de la gauche. Or, ni la campagne de Ségolène Royal, ni son programme, n'étaient vraiment à gauche, c'est-à-dire inspirés par ce qui fonde la gauche : la recherche de l'égalité. Néanmoins, faire de Ségolène Royal le bouc émissaire, même si elle porte une lourde responsabilité personnelle dans cette défaite, reviendrait à fermer les yeux sur la chaîne de lâchetés, de trahisons, de revirements et de manœuvres de toutes sortes orchestrés notamment par une partie des dirigeants du Parti socialiste.

Le premier responsable de ce gâchis est Lionel Jospin. C'est lui, en effet, qui a décidé du quinquennat et d'inverser le calendrier électoral en commençant par l'élection présidentielle, symbole du pouvoir personnel, et de tenir ensuite les élections législatives, expression véritable de la souveraineté populaire. En étant favorable au quinquennat la gauche a renforcé le présidentielisme car le rôle de Premier ministre, comme le confirme le rôle tenu par François Fillon, ne pouvait être que celui d'un directeur de cabinet du Président. Ce piège institutionnel s'est refermé sur la gauche, c'était renouer avec l'esprit présidentieliste.

Le deuxième responsable est le Parti socialiste. En appelant à voter « oui » au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, en soutenant par conséquent l'eurolibéralisme, il a déstabilisé toute la gauche. En se laissant imposer par les médias le choix de sa candidate à l'élection présidentielle, le PS créait les conditions de sa propre défaite. Ségolène Royal a contourné les militants et dirigeants du PS par l'opinion, avec le concours actif des grands médias. Les militants socialistes, qui ont plébiscité Ségolène Royal comme candidate de leur parti par pur opportunisme, commencent à comprendre leur erreur. Pourtant, le 29 mai 2005 avait préparé le terrain à l'alternance, il fallait donc un candidat du « non ».

Le troisième responsable de cette défaite est Ségolène Royal elle-même. Alors que Nicolas Sarkozy a privilégié la bataille politique et idéologique, sans oublier la démagogie et la propagande, Ségolène Royal a fait de la communication aseptisée. Sans contenu. Elle a préféré l'image à l'argumentation, elle a contribué à la personnalisation de cette élection en utilisant aussi souvent que Nicolas Sarkozy des expressions du type « je veux... », « je déciderai... ». Résultat : les thèmes de la rupture et du changement sont passés de la gauche à la droite.

La gauche avait pourtant des atouts considérables, en plus de la victoire au référendum de 2005 : l'échec de la politique de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur ; l'échec global de la politique du gouvernement Villepin ; la victoire aux élections régionales de 2004 où le PS avait gagné toutes les régions sauf l'Alsace ; le succès contre le CPE ; la volonté de changement qui montait dans la société...

Après cinq années d'un gouvernement de droite qui n'avait résolu aucun des problèmes de la société, bien au contraire, perdre cette élection présidentielle était incompréhensible.

Ségolène Royal, pas plus que le Parti socialiste, le PCF ou la LCR, n'a été capable d'offrir des perspectives politiques claires. Cette défaite est donc celle de la ligne social-libérale de Ségolène Royal.

## **1.- Il n'y a pas eu beaucoup de contenus de gauche dans la campagne de Ségolène Royal**

Son programme, ou se qui en tenait lieu, était social-libéral, sa campagne était à la remorque de celle de Nicolas Sarkozy, et malgré tout cela son électorat reste très marqué à gauche.

### **a.- Un programme social-libéral**

Si la valeur suprême de la gauche, ce qui la fonde, est la lutte pour l'égalité, il suffisait de chercher dans le programme de Ségolène Royal pour savoir où se trouvaient les mesures concrètes permettant d'avancer vers plus d'égalité entre les classes, les races et les sexes. Quelle déception ! Bien sûr, il fallait parler des 35h. Mais il fallait dire que les ouvriers n'en avaient pas tous bénéficié, et que dans bien des cas leur situation s'était dégradée. Il fallait surtout parler de l'emploi !

Bien sûr, il fallait parler de l'Etat. Mais le seul rôle de l'Etat est-il seulement d'assurer « la péréquation entre les territoires », pour une « décentralisation jusqu'au bout » ?

Dans Le Parisien du 23 février 2006, lorsqu'on lui demande si elle abrogera les lois de droite, elle répond : « Il est devenu insupportable de défaire la nuit ce que Pénélope a fait le jour ! Je ne déferai pas pour le plaisir ce qu'a fait la droite. J'essaierai de régler les problèmes avec un souci d'efficacité ».

Le Monde du 30 avril 2007 lui demande si elle va renationaliser GDF. Réponse : « Ce ne sont pas des mesures de droite ou de gauche ».

### **b.- Une campagne à la remorque de celle de Nicolas Sarkozy**

Ségolène Royal n'a pas réagi à l'argument du « mérite » développé par celui qui défend les valeurs d'une société dans laquelle les privilèges les plus insolents sont le but du système.

Elle a développé une philosophie moraliste aux antipodes de la culture de gauche.

Elle n'a rien dit pour dénoncer la mystification du candidat de droite qui vantait le « travail » et « l'effort » dans une société qui est entièrement tournée pour favoriser le capital.

Elle est restée muette sur les hypocrisies du candidat de droite à propos de la défense de la nation, dans un système emprisonné dans la dictature de la compétitivité internationale.

Elle est entrée dans le débat sur la morale, sans dénoncer le cynisme de celui qui l'affichait.

Ségolène Royal a parlé de la sécurité et en a même fait l'un de ses premiers thèmes. Elle a avancé, le 10 février 2007 à Arras, les notions d' « ordre juste » et de « sécurité durable ». Il faut savoir que l' « ordre juste » est une notion habituelle de la pensée catholique, qui remonte à Thomas d'Aquin au XIIIe siècle. De nombreux papes l'ont évoqué, notamment Pie XI et Pie XII. Plus récemment, Benoît XVI est revenu sur ce concept abordé dans l'encyclique Deus Caritas est, publiée deux semaines avant le discours de Ségolène Royal ! Le pape estime que « L'ordre juste de la société et de l'Etat est le devoir essentiel du politique », et il appelle les « fidèles laïques » à agir en ce sens de manière complémentaire à l'action charitable propre à l'Eglise.

Sur le même sujet, elle a envisagé de faire appel à l'armée pour lutter contre la délinquance des mineurs. Elle a proposé qu'au « premier acte de délinquance » ils soient envoyés dans des « chantiers humanitaires encadrés par des militaires, par des gendarmes, par des pompiers, toutes professions en uniforme et en tenue qui incarnent la République, la Nation ». Autre commentaire moralisateur et même, osons le mot, pétainiste : il faut remettre ces jeunes « dans le droit chemin » en leur offrant des « alternatives à la prison ».

Les discours de Ségolène Royal sont pleins de connotations religieuses qui tiennent certainement à son histoire familiale et à ses convictions personnelles. C'est ainsi qu'on peut y trouver une proximité avec le fond de la culture de droite, puisque Ségolène Royal aime à dire que tout ira beaucoup mieux « si chacun

est à son poste et remplit sa fonction ». Elle place encore une fois au premier rang les considérations morales : si les catégories dirigeantes donnent l'exemple, le vulgaire disposera d'un modèle. Le lien établi par la religion entre l'ordre et une certaine conception du monde est habituel, la foi ainsi conçue visant à évacuer la critique sociale au bénéfice d'un ordre « naturel » intangible et intouchable. Pour une société harmonieuse, les normes sociales seront filtrées par la morale, l'ordre religieux sera le meilleur garant de la paix sociale.

Les idées de Ségolène Royal sur l'école, une fois encore, viennent des Etats-Unis où la concurrence entre les établissements scolaires a été expérimentée. Bilan : aucune amélioration des résultats scolaires. Idem aux Pays-Bas où les parents peuvent choisir l'école de leurs enfants. Bilan : il existe désormais des « écoles blanches » et des « écoles noires » ! Idem en France même, mais Ségolène Royal ne connaissait probablement pas assez le dossier, où des expériences d'« assouplissement » de la carte scolaire ont été tentées au début des années 80. Bilan : elles ont été abandonnées car ne donnant aucun résultat positif.

La droite adore cette idée. Au point où Nicolas Sarkozy avait parlé, en 1999, d'une « régionalisation » de l'Education nationale, tandis que son inspirateur, Edouard Balladur, voulait « instituer un chèque éducation, aide financière dont les familles auraient la libre disposition afin de la verser à l'établissement de leur choix, ce qui inciterait les établissements, désormais en concurrence, à améliorer la qualité de l'enseignement ». Au point, d'ailleurs, que la Convention de l'UMP sur l'éducation avait repris cette idée au motif qu'elle « favorise la mixité sociale ». Mais il y a plus. Dans une interview au Monde datant de 2004, Emmanuelle Mignon, à l'époque directrice des études de l'UMP et aujourd'hui directrice du cabinet du Président de la République, avait déclaré : « je suis pour une privatisation totale de l'Education nationale ».

Prenant parfois des postures de télévangéliste, Ségolène Royal a beaucoup trop manié les « je veux... », « je déciderai... », en troublant un électorat de gauche déjà rétif à l'élection présidentielle au suffrage universel, car personnalisant beaucoup trop la vie politique.

Elle n'a pas dit un mot du néolibéralisme, le mot lui semblait inconnu ; elle parlait d'alternance plutôt que d'alternative. Cette ligne politique reposait sur le présupposé que c'est au centre, c'est-à-dire auprès des classes moyennes, que se gagnerait l'élection. Nicolas Sarkozy a démontré le contraire... Ce dernier a fait porter le débat sur des valeurs de gauche, comme le travail, et la gauche a été battue ! D'autant que Ségolène Royal a mis davantage l'accent sur l'esprit d'entreprise que sur le partage de la valeur ajoutée. Son discours de Villepinte, le 11 février 2007, commençait par une ode à l'entreprise qui n'était plus un lieu de lutte et de souffrance, d'exploitation et d'extorsion de la plus-value, mais un lieu de création d'emplois...

Ségolène Royal n'a fait que courir derrière Nicolas Sarkozy, en utilisant des gadgets comme la « démocratie participative » qui ont montré leur inanité. Ségolène Royal a probablement achevé de décourager une partie de l'électorat de gauche avec sa nouvelle stratégie improvisée de socialo-centrisme articulée autour de l'alliance avec François Bayrou.

Beaucoup de ceux qui ont voté pour Ségolène Royal n'ont en réalité pas voté pour elle, mais surtout contre Nicolas Sarkozy.

La difficulté pour Ségolène Royal était de défendre un projet socialiste auquel elle ne croyait qu'en partie. L'impréparation de son équipe de campagne est un autre élément de l'échec de la campagne socialiste. Ségolène Royal a voulu contourner l'appareil du PS qu'elle ne maîtrisait pas en installant un deuxième QG de campagne non loin du siège du PS. Elle s'est entourée d'une équipe qui manquait singulièrement de professionnalisme : envoi par erreur d'un brouillon de discours aux journalistes, prise de rendez-vous annulé à la dernière minute... Le staff de Ségolène Royal était extrêmement mal organisé et personne ne savait vraiment qui faisait quoi. A ce manque de professionnalisme s'est ajouté un isolement accru dans la campagne. Toujours pris dans le dilemme d'être indépendante du PS tout en ayant le soutien du parti, elle n'a pas recherché à rassembler les éléphants du PS (Jospin, Strauss-Kahn, Fabius...). Il y a bien eu une tentative de rassemblement avec l'équipe du pacte présidentiel mais ils ne sont jamais réunis et elle a changé de tactique quelques semaines plus tard en proclamant qu'elle reprenait son indépendance.

La précipitation et le manque de préparation expliquent qu'elle apparaissait très approximative sur un certain nombre de sujets. L'improvisation d'un contrat première chance, dont les modalités d'application changeaient au gré des interviews, illustre cette impréparation. Sa stratégie a également souffert d'un manque de lisibilité : jusqu'au premier tour, elle a tiré à boulet rouge sur les centristes et François Bayrou de peur de ne pas être au second tour, rejetant même une alliance avec l'UDF. Au lendemain du premier tour, virage à 180 degrés. Ce qui n'était pas possible hier devenait envisageable au deuxième tour, quitte à

aller encore plus loin que le PS en déclarant que François Bayrou pourrait même être son premier ministre.

Ségolène Royal n'a pas été convaincante sur plusieurs thèmes. Les enquêtes d'opinion montrent que Ségolène Royal a été distancée sur un grand nombre de thèmes par Nicolas Sarkozy : il est apparu plus crédible sur la sécurité et l'immigration, thèmes classiques de droite. En revanche, plus surprenant, elle n'a pas réussi à convaincre sur le chômage et le pouvoir d'achat. Selon un sondage IPSOS, Nicolas Sarkozy était jugé le plus crédible pour résoudre le problème du chômage à 50 % contre 31 % à Ségolène Royal. Toutes ces données montrent que la candidate socialiste ne s'est pas imposée sur des thèmes de campagne qu'elle avait pourtant mis en avant : l'ordre juste, la vie chère.

Plus grave pour Ségolène Royal est son manque d'expérience aux yeux de l'opinion, puisque 40 % des Français estimaient qu'elle avait la carrure pour devenir chef d'Etat contre 60 % pour Nicolas Sarkozy. Ces multiples handicaps auraient du aboutir à une débâche de la gauche. Celle-ci n'a pas eu lieu en raison d'une vague anti-Sarkozy relativement forte. Une grande partie des électeurs qui ont voté pour Ségolène Royal l'ont fait par opposition à son adversaire contrairement à Nicolas Sarkozy qui a eu davantage un vote d'adhésion. Ce vote par rejet souligne les limites de la campagne électorale de la candidate socialiste.

### **c.- Une sociologie électorale qui reste celle de la gauche**

Malgré toutes les erreurs qu'elle a commises, le résultat de Ségolène Royal reste convenable et s'inscrit dans les scores passés.

#### **i.- Les points forts de l'électorat de Ségolène Royal**

Au premier tour elle obtient ses meilleurs scores chez les 18-24 ans (34 %) ; les salariés du public (31 %) et les professions intermédiaires (31 %).

Au second tour les meilleurs scores de Ségolène Royal sont chez les chômeurs (75 %) ; les étudiants (58 %) ; les 18-24 ans (58 %) ; les salariés du public (57 %) ; les revenus modestes (56 %) ; les 45-59 ans (55 %) ; les femmes de 35-59 ans (55 %) ; les ouvriers (54 %).

Au premier tour, le vote ouvrier à la présidentielle de 2002 avait été le suivant : Saint-Josse (Chasse Pêche Nature et Traditions - 5 %) ; Hue (PCF - 5,5 %) ; Extrême gauche (12 %) ; Bayrou/Chirac/Madelin/Boutin (20,5 %) ; Jospin/Taubira/Chevènement : (23,5 %) ; Le Pen/Megret (29 %).

D'où venaient les voix de Ségolène Royal au premier tour en 2007, en fonction du vote à la présidentielle de 2002 ?

Ceux qui avaient voté Besancenot en 2002 ont voté Royal (39 %) ; Besancenot (31 %) ; Bayrou (9 %) ; Bové (7 %) ; Le Pen (5 %) ; Buffet (3 %).

Ceux qui avaient voté Jospin en 2002 ont voté pour Royal (62 %) ; Bayrou (17 %) ; Sarkozy (8 %) ; Le Pen (3 %) ; Besancenot (3 %) ; Buffet (2 %).

Ceux qui avaient voté Bayrou en 2002 ont voté Bayrou (71 %) ; Sarkozy (22 %) ; Le Pen (5 %).

Ceux qui avaient voté Chirac en 2002 ont voté Sarkozy (68 %) ; Bayrou (15 %) ; Le Pen (5 %) ; Royal (4 %).

Ceux qui avaient voté Le Pen ont voté Le Pen (54 %) ; Sarkozy (28 %) ; Bayrou (7 %) ; De Villiers (4 %) ; Royal (3 %) ; Besancenot (3 %).

Dans un autre registre, ceux qui avaient voté Royal au premier tour, ont eu le comportement suivant au second tour : 72 % ont revoté Royal ; 8 % ont voté Sarkozy ; 5 % ont voté blanc ou nul ; 15 % se sont abstenus.

Ceux qui avaient voté Besancenot au premier tour, ont eu le comportement suivant au second tour : 69 % pour Royal ; 6 % pour Sarkozy ; 5 % blanc ou nul ; 20 % se sont abstenus.

Ceux qui avaient voté Bayrou au premier tour, ont eu le comportement suivant au second tour : 38 % pour Royal ; 40 % pour Sarkozy ; 7 % blanc ou nul ; 15 % se sont abstenus.

Ceux qui avaient voté Le Pen au premier tour, ont eu le comportement suivant au second tour : 12 % pour Royal ; 63 % pour Sarkozy ; 5 % blanc ou nul ; 20 % se sont abstenus.

Au second tour, les meilleurs scores de Ségolène Royal sont chez les chômeurs (75 %) ; les étudiants (58 %) ; les 18-24 ans (58 %) ; les salariés du public (57 %) ; les revenus modestes (56 %) ; les 45-59 ans (55 %) ; les femmes de 35-59 ans (55 %) ; les ouvriers (54 %).

## ii.- Les points faibles de l'électorat de Ségolène Royal

Les plus mauvais scores de Ségolène Royal sont chez les artisans et commerçants (18 %) ; les travailleurs indépendants (23 %) ; les 70 ans et plus (32 %) ; les agriculteurs (33 %) ; les hommes de 60 ans et plus (34 %) ; les femmes de 60 ans et plus (36 %) ; les 60-69 ans (39 %) ; les 25-34 ans (43 %) ; le milieu rural (43 %) ; les revenus élevés (43 %) ; les hommes de moins de 35 ans (46 %) ; les salariés du privé (47 %) ; les professions libérales et cadres supérieurs (48 %).

Au 2e tour, la principale motivation du vote Sarkozy était :

- 77 % « envie qu'il soit président »
- 18 % « barrer la route à Ségolène Royal »

Au 2e tour, la principale motivation du vote Royal était :

- 55 % « envie qu'elle soit présidente »
- 42 % « barrer la route à Sarkozy »

## 2.- Les candidats se déclarant « antilibéraux » ont démontré leurs faiblesses stratégiques

La gauche « antilibérale », ou « radicale », ou encore la « gauche de gauche » et ses candidats, n'a pas été capable de s'unir et de présenter une alternative à la hauteur des attentes suscitées par la victoire de la gauche aux régionales en 2004, et au référendum sur le TCE en 2005. Un candidat unique de la gauche antilibérale aurait pu, en effet, dès le premier tour, rassembler plusieurs millions de voix, et contraindre Ségolène Royal, pour le deuxième tour, à prendre quelques engagements à gauche.

Il n'y a pourtant de solution que dans l'union des forces se réclamant de toute la gauche. Au lieu de cela, les présidentielles de 2007 ont donné lieu à un aveuglement, à un esprit de boutique, à des logiques d'appareil, à des appétits de pouvoir, à un patriotisme étriqué de chapelles, à des combats d'ego surdimensionnés. Chaque groupe a voulu capter le magot du « non » au TCE. Encore une fois, l'extrême gauche a démontré son incapacité à s'unir et à favoriser l'émiettement qui en est une constante.

## D.- François Bayrou : l'homme en réserve de l'oligarchie

Et François Bayrou, dans tout cela ? Il est la réserve de l'oligarchie, le deuxième fer qu'elle a au feu. Pour bien comprendre son rôle, il faut tenter de le qualifier politiquement, c'est-à-dire de définir où il est et où il veut aller. Bayrou est avant tout « bayrouiste ». Il ne s'inscrit pas dans la tradition de son courant politique d'origine, la démocratie-chrétienne (le « centre »), ne possède aucune doctrine, et ne cherche que le combat électoral pour en retirer des avantages personnels, notamment dans le cadre d'une stratégie essentiellement présidentielle.

Sur le plan politique, le « centre », dans l'histoire politique française, a toujours été à droite. Les candidats à l'élection présidentielle qui s'en réclamaient (Lecanuet, Poher, Barre) étaient des hommes de droite, comme François Bayrou lui-même dont la longue carrière politique a toujours été placée à droite. Le « phénomène » Bayrou n'est pas nouveau. Jean Lecanuet avait obtenu 15,57 % à la présidentielle de 1965, Poher 23,21 % en 1969, Raymond Barre 16,54 % en 1988. C'étaient tous des hommes de droite. Quant aux élus locaux de l'UDF, ils sont partout élus avec l'UMP et font alliance avec elle.

Le MRP est fondé en 1944 par Georges Bidault. Il se positionne comme le parti des résistants démocrates-chrétiens qui souhaitent dépasser le clivage gauche-droite. Il participe au système du « tripartisme » avec le PCF et la SFIO. Ce sont ses dirigeants, Robert Schumann et Pierre Pflimlin, qui lancent l'« Europe » en 1946, le MRP fait 25,9 % des voix aux législatives, juste derrière le PCF.

Ce parti se divise ensuite à propos de la guerre d'Algérie, et certains vont se rallier à de Gaulle. D'autres, en 1966, comme Jean Lecanuet, vont fonder le Centre démocrate, qui deviendra le Centre des démocrates sociaux (CDS), composante de l'UDF. A l'élection présidentielle de 1974, le CDS va soutenir Valéry Giscard d'Estaing et à celle de 1988 il soutiendra Raymond Barre.

C'est en décembre 1994 que François Bayrou prend la présidence du CDS, soutenu par Pierre Méhaignerie et René Maunoury. En avril 1995, le CDS soutient Edouard Balladur au 1er tour de l'élection présidentielle. En novembre 1995, le CDS et le Parti social-démocrate (PSD) fusionnent pour fonder Force démocrate (FD) dont le président sera François Bayrou et le secrétaire générale Douste-Blazy.

Quand on cherche quel pourrait être le fond politique de Bayrou, on ne trouve rien. Et on ne retrouve pas, en tout cas, ce qui a alimenté la tradition démocrate-chrétienne qui est la doctrine sociale de l'Eglise. Celle-ci avait servi de référence au MRP, puis au Centre démocrate devenu CDS.

Alors que veut Bayrou s'il ne veut pas perpétuer la tradition démocrate-chrétienne ? D'abord, observons que s'il ne se situe pas dans cette filiation, c'est qu'il a compris qu'elle ne présentait aucun avenir. Il n'y a que quelques dirigeants du Parti socialiste, à la recherche d'une alliance avec le « centre », pour y croire !

En réalité, François Bayrou est un pur opportuniste. Il part de l'analyse que les Français rejettent désormais le système politique opposant l'UMP au PS, comme la succession des alternances semble en témoigner. Il considère qu'un espace politique existe pour rassembler les « modérés » des deux camps, dont il serait le pivot. C'est pour cette raison qu'il est tenu d'avoir un discours ferme vis-à-vis de la droite, puisqu'il en faisait partie et qu'il a besoin de clarifier son image personnelle et l'orientation de son nouveau parti, le Modem, entièrement à sa dévotion. Il ne s'agit donc que d'une aventure personnelle.

La création d'un « centre », même « indépendant », pour faire pièce à la bipolarisation en cours est une profonde illusion. Cette architecture politique, ne reposant que sur du vent, n'apporte aucune réponse au pays. Bayrou utilise le verbe, et non l'argumentation ; il le dit lui-même : « Un programme, ce sont des mesures. Un projet, c'est une vision ».

Il a la complaisance des grands médias.

La carte d'évolution du vote Bayrou semble refléter trois zones de forces, dans lequel il a de plus nettement progressé par rapport à 2002 et deux zones de faiblesses. La première zone de force s'apparente aux terres traditionnelles de la droite catholique : le grand Ouest, le Béarn, les Causses, la Loire, la Savoie, l'Alsace... La seconde zone se retrouve dans les villes, et les périphéries urbaines, notamment dans les quartiers de classes moyennes et aisés : l'effet est net dans les Yvelines, Angers, Caen, Grenoble, arrondissements parisiens. La troisième zone de progression correspond à certains espaces bien particuliers où l'extrême droite a beaucoup chuté depuis 2002 : l'Alsace, la grande couronne parisienne et la Savoie.

François Bayrou ne parvient pas en revanche à progresser dans deux grands espaces très marqués par la présence du FN : le grand Nord-Est et le midi méditerranéen, y compris en Corse.

Ce délabrement de la gauche nécessite une remise à plat totale et la construction d'une nouvelle force de gauche, à vocation majoritaire.

## **II.- BATIR UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE DE GAUCHE POUR IMPULSER UN SOCIALISME DEMOCRATIQUE DU XXIIE SIECLE**

Le fondement de la gauche, c'est-à-dire la recherche de l'égalité et des mécanismes de répartition des richesses la permettant, est désormais déclaré secondaire par une partie de la gauche. Le fil directeur de la gauche a été rompu. Il faut retrouver les sources de la gauche comme nous y invite le bilan de cette élection présidentielle.

### **A.- Le bilan de cette élection présidentielle marque la sortie définitive du système politique issu de la Seconde Guerre mondiale**

La vie politique française, depuis 1944, a connu deux phases principales : celle de l'opposition entre les gaullistes et les communistes d'abord ; puis celle entre les socialistes et les héritiers des gaullistes.

Le rôle décisif joué par les communistes et les gaullistes pendant la résistance au nazisme les a naturellement conduits à bénéficier d'un large soutien populaire à la Libération. C'est pourquoi ils étaient au centre de la vie politique, les alliances s'organisant autour d'eux.

Ainsi, aux élections législatives de novembre 1946, avec 28,3 % des suffrages exprimés, le PCF enregistre le meilleur score de son histoire et emporte 182 sièges, soit près d'un tiers des effectifs de l'Assemblée nationale, devenant le « premier parti de France ». Les gaullistes, avec l'Union gaulliste, sont en phase d'organisation de leur force politique, et n'obtiennent que 3 % et aucun siège. La Section française de l'internationale ouvrière (SFIO, parti socialiste) obtient de son côté 17,8 % et 102 sièges et le Mouvement républicain populaire (MRP), rassemblant la sensibilité démocrate-chrétienne, obtient 25,9 % et 173 sièges.

De cette élection date le système du « Tripartisme », qui va durer jusqu'au renvoi des ministres communistes par le Président du Conseil, Paul Ramadier, à la suite du refus du PCF de lui voter la confiance à l'Assemblée nationale en mai 1947. Pourtant, depuis 1945, le PCF avait joué le jeu du Tripartisme. Il avait justifié cette orientation très modérée par la nécessité de reconstruire le pays et de restaurer l'autorité de l'Etat. Et aussi pour deux autres raisons : la présence des troupes américaines sur le sol français qui interdisait toute action de prise du pouvoir en dehors d'un processus électoral, et la nouvelle ligne stratégique développée par Maurice Thorez, le secrétaire général du PCF, qui avait prôné en 1946, dans une interview au Time, une voie pacifique et originale pour le socialisme en France. Ce n'est qu'en 1947 que le PCF émettait de premières critiques sur la politique gouvernementale, au moment des débuts de la guerre d'Indochine et du rapprochement avec les Etats-Unis. Mais c'est surtout la crise sociale qui sera l'élément essentiel de la crise politique de la fin du Tripartisme.

Le mécontentement social, en effet, s'était beaucoup développé dans le pays du fait de l'augmentation de l'inflation : « les prix prennent l'ascenseur, les salaires l'escalier », disait-on dans la population. Les pénuries persistaient, le marché noir enrichissait les trafiquants surnommés les BOF (beurre, œufs, fromage) qui étaient souvent d'anciens collaborateurs peu inquiétés par la justice. L'exaspération allait déboucher sur des grèves. En avril 1947, des grèves massives éclatent spontanément, en particulier dans la « forteresse ouvrière » de Renault à Boulogne-Billancourt, souvent à l'initiative de petites organisations révolutionnaires trotskistes. Le PCF soutient, face au gouvernement, les revendications et les grèves qui deviennent quasi-insurrectionnelles.

En mai, Paul Ramadier renvoie les ministres communistes, le gouvernement américain ayant imposé cette décision, et au même moment les communistes étaient renvoyés du gouvernement en Italie et en Belgique.

La fin du Tripartisme allait donner naissance à la « Troisième force » (1947-1952). Ce regroupement disparate rassemblait la SFIO, le MRP, les Radicaux et la droite modérée. Elle visait à faire face aux deux forces qui remettaient en cause l'existence même de ce régime : à sa gauche les communistes, à sa droite les gaullistes.

Ce n'est qu'aux élections municipales de 1947, que le Rassemblement du peuple français (RPF), fondé par le général de Gaulle, obtenait 38 % des suffrages, et le PCF 30 %.

Ce système a fonctionné, avec des hauts et des bas, jusqu'en 1974 pour les gaullistes et jusqu'en 1981 pour les communistes. La victoire de Valéry Giscard d'Estaing (UDF, opposé aux gaullistes) à l'élection présidentielle de 1974 avait déjà marqué la fin du gaullisme. A partir de cette date, sous l'impulsion de Jacques Chirac, le parti gaulliste va être progressivement « dédegauillisé ». Autrement dit, trois des piliers de la geste gaulliste – l'indépendance nationale ; le rayonnement de la France ; la question sociale – vont être sapés par un alignement de plus en plus net sur les politiques néolibérales alors en pleine élaboration.

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 marque la fin du caractère incontournable du PCF dans la vie politique française. Dès lors, ce sont les socialistes et les héritiers des gaullistes rassemblés derrière Jacques Chirac, qui vont animer la vie politique française.

Jusqu'à l'élection de 2007, les gaullistes authentiques et les communistes pouvaient croire, malgré le peu de vraisemblance de cette hypothèse, à leur retour en grâce auprès de l'opinion publique. Après 2007, une page s'est tournée. Cette élection présidentielle sonne en effet définitivement la fin du rôle structurant des gaullistes et des communistes dans la vie politique française, comme la fin du Parti socialiste d'Epinais.

## **1.- Fin du rôle politique structurant des gaullistes et des communistes**

La structuration de la vie politique française en vigueur depuis 1944, matérialisée par le programme du Conseil national de la Résistance, les luttes politiques des lendemains de la Libération, la période de la guerre froide, les guerres d'Indochine et d'Algérie et mai-juin 1968, est aujourd'hui caduque. Il y avait déjà longtemps que les gaullistes et les communistes n'exerçaient plus de responsabilités décisives en France : les premiers depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing lors de la présidentielle de 1974, et les seconds depuis l'élection de François Mitterrand à la présidentielle de 1981. En 1974, Jacques Chaban-Delmas, candidat gaulliste, n'obtient que 15,11 % au premier tour, alors que Valéry Giscard d'Estaing, candidat libéral soutenu par Jacques Chirac, en obtient 32,60 %. A l'élection présidentielle de 1981, le candidat communiste Georges Marchais n'obtient que 15,35 %, alors que le candidat socialiste François Mitterrand obtient 25,85 %.

Le RPR a perdu sa substance gaulliste bien avant de se fondre dans l'UMP. Les notables du RPR et de l'UDF étaient devenus interchangeable et leurs électeurs se ressemblent de plus en plus. D'ailleurs, l'impact électoral du FN est, en partie, le fruit de la « dégaullisation » accélérée de la droite. Porté par la révolution conservatrice, le néolibéralisme a pu imposer son hégémonie sur les autres courants. La fusion des principales composantes de la droite en une même formation, en 2002, couronne cette évolution. Evidemment, il est toujours difficile de définir quand, exactement, la droite a eu raison du gaullisme. En 1974, Chirac apporte à Giscard le soutien d'une partie des gaullistes, trahissant Chaban-Delmas. Giscard ne se présente jamais de droite mais de « centre droit », compte tenu du poids de la gauche, il ne peut s'affirmer franchement de droite. De 1986 à 1988, l'équipe Chirac sous influence balladurienne mène une politique franchement néolibérale : dénationalisations, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, de l'autorisation administrative de licenciement et du contrôle des prix... Mais l'électorat n'a pas apprécié. Chirac sera plus rusé en 1995.

Dès 1988 Balladur défend l'idée de « l'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF », puisque les « idées et les convictions sont très largement les mêmes ». Les clivages de fond ont peu à peu disparu : conception de la nation ; démocratie ; question européenne. L'objectif est de créer un parti libéral doté d'une position aussi fortement hégémonique que celle dont dispose le Parti socialiste à gauche. Le 24 avril 2002, le bureau politique du RPR approuve la dissolution du Rassemblement dans une grande formation de droite. En novembre 2004, Sarkozy est élu président de l'UMP à 85 %.

La bataille entre gaullisme et libéralisme qui s'est ouverte en 1962 s'achève en 2004 par la victoire totale du second sur le premier. Sarkozy n'a jamais fait semblant d'être gaulliste.

Malgré ces échecs électoraux déjà anciens, ces deux courants politiques – gaullistes et communistes – pouvaient néanmoins espérer surmonter leurs défaites et tenter de revenir, une nouvelle fois, au premier plan. Les résultats de l'élection présidentielle de 2007 mettent un terme définitif à ces illusions.

Cette réalité politique, cruelle pour ceux qui ont cru dans le projet gaulliste et dans le projet communiste, ne signifie pas pour autant que ces deux courants d'idées ont disparu ou qu'ils vont totalement disparaître, ainsi que leurs différentes formes organisées. L'idéologie gaulliste et l'idéologie communiste demeurent et demeureront encore longtemps. Des centaines de milliers de citoyens – et peut-être des millions – s'en réclament encore, même si la traduction électorale ne le fait pas apparaître. Des formes organisées perdurent, dans des clubs pour les gaullistes, et notamment au sein d'un parti – le PCF – pour les communistes. Cette configuration peut encore durer des années. Mais la force propulsive de ces courants et leur capacité d'innovation politique est réduite à néant.

Les militants gaullistes et communistes, comme ils le font déjà, peuvent continuer à irriguer la société et lui donner des cadres en participant activement, mais à titre individuel, à la vie politique locale (comme élus municipaux), syndicale et associative. Ils peuvent aussi s'intégrer à des constructions politiques mouvantes comme le sont les « collectifs » divers qui ont fleuri ces dernières années. De nombreux gaullistes participent à des rassemblements de clubs politiques ou agissent parfois au sein de l'UMP pour tenter d'y imprimer la marque du gaullisme. De leur côté, de nombreux communistes sont attentifs à tout ce qui bouge et résiste dans la société et n'hésitent pas à s'engager, hors de leur parti, tout en y demeurant.

La deuxième solution, cette fois au titre des forces organisées représentant ces courants, est la recherche d'alliances avec d'autres mouvements politiques. La faiblesse électorale des gaullistes et des communistes rend cette hypothèse de plus en plus aléatoire. Certes, ces alliances permettraient d'assurer l'élection de quelques députés, sénateurs, maires, conseillers généraux et régionaux ou parlementaires européens. Ce système peut durer, en s'étiolant régulièrement, mais il risque de remettre en cause l'indépendance de ces partis, menacés d'être satellisés l'un par l'UMP et l'autre par le PS. Et pour participer à des alliances, encore

faut-il peser d'un certain poids.

Finalement, les deux courants d'opinion qui structuraient l'espace politique depuis 1944, les gaullistes et les communistes, et autour desquels toute la vie politique nationale s'organisait, ont définitivement perdu leur attractivité. Une autre transformation d'ampleur a marqué le résultat de cette élection présidentielle : la fin du Parti socialiste d'Epinay.

## 2.- Fin du Parti socialiste d'Epinay

Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1969, Jacques Duclos pour le PCF obtenait 21,27 % des voix, Michel Rocard pour le PSU en obtenait 3,61 % et Gaston Deferre, pour le PS, en obtenait 5,01 %. Ce très mauvais score justifiait, en juin 1971, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), la tenue d'un congrès historique du Parti socialiste. Il était celui de l'unification des socialistes, de l'alliance avec les communistes pour gouverner la France et de l'accession de François Mitterrand à sa tête.

En mai 1969, la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) avait déjà changé de nom pour devenir le Parti socialiste. Y adhèrent la Convention des institutions républicaines (CIR), présidée par François Mitterrand, qui rassemblait un certain nombre de clubs (Club des Jacobins, Démocratie et université, etc.), et de nombreux militants issus du « courant chrétien », en particulier de la CFDT.

Au congrès d'Epinay, six motions étaient en compétition : la motion K (Objectif 72 des « chrétiens de gauche », 0,50 % des mandats) ; la motion L (Mermaz-Pontillon-Mitterrand, 15,00 %) ; la motion M (Poperen, 12,00 %) ; la motion O (Savary-Mollet, 34,00 %) ; la motion P (CERES de Jean-Pierre Chevènement, 8,50 %) ; la motion R (Nord-Bouches-du-Rhône de Pierre Mauroy et Gaston Deferre, 30,00 %). Les motions de Mauroy, Deferre, Mitterrand et Chevènement (49,10 %) ont formé une majorité face à celles de Savary, Popereen et Mollet (46,60 %). La motion Mitterrand gagnait finalement le congrès avec 43 926 voix contre 41 757 voix pour la motion Savary.

Le débat s'était focalisé sur la question de l'alliance avec le PCF. Mitterrand prônait un accord avec le PCF reposant sur l'élaboration d'un programme de gouvernement, alors que Savary voulait en préalable l'instauration d'un dialogue idéologique avec les communistes. La stratégie d'alliance avec les communistes avait triomphé, mais dans le but de conquérir une partie de l'électorat communiste afin de placer le PS largement devant le PCF sur le plan électoral.

François Mitterrand était donc élu premier secrétaire le jour même où il adhérait au PS, avec pour mandat de préparer un accord de gouvernement avec le PCF et d'être le candidat de l'union de la gauche à la prochaine présidentielle. En juin 1972, le « Programme commun de gouvernement de l'union de la gauche » était adopté, signé par le PS, le PCF et le Mouvement des radicaux de gauche. A la présidentielle de 1974, le PCF ayant décidé de ne pas présenter de candidat, François Mitterrand obtenait 43,25 % des voix au premier tour et 49,19 % au second. En 1981, il obtenait 25,85 % des voix au premier tour et passait devant Georges Marchais pour le PCF qui n'en obtenait que 15,35 %. François Mitterrand gagnait au second tour avec 51,76 %.

La stratégie d'union du PS avec les communistes avait parfaitement bien fonctionné : la gauche était au pouvoir et le PS passait devant le PCF pour la première fois depuis l'après-guerre. Les années qui suivaient voyaient les résultats électoraux du PCF s'étioler régulièrement, qu'il s'agisse des présidentielles ou des législatives, alors que le PS, de son côté, maintenait globalement ses positions.

Après l'élection présidentielle de 2007 et le score particulièrement faible de la candidate communiste, c'est toute la construction d'Epinay qui s'effondre pour le PS. Celle-ci, au demeurant, était déjà largement ébranlée par l'affaiblissement régulier du PCF au fil des différentes élections. Mais la présidentielle de 2007 marque un choc arithmétique et psychologique : un PCF à moins de 2 % et le sentiment immensément partagé, y compris au sein du PCF, qu'il n'y aura pas de remontée possible.

L'union avec le PCF reste toujours possible pour le PS, mais elle ne peut plus avoir la vocation à devenir un rassemblement majoritaire permettant de gagner les élections, même si on ajoute les compagnons de route du PS de ces dernières années : le Parti radical de gauche et les Verts. Pour construire un rassemblement majoritaire, le PS ne peut apparemment que tenter de s'allier avec l'extrême gauche et/ou avec le « centre ».

Une autre hypothèse, lancée par Henri Emmanuelli, serait de faire un grand parti populaire de gauche. Mais

sans attendre cette hypothèse, au lieu de chercher à droite ou même au centre, c'est en bas que devrait aller le PS, à la reconquête des classes populaires sur la base d'un programme qui s'attaque réellement aux méfaits des politiques néolibérales.

### **3.- L'épuisement des forces propulsives des partis actuels de la gauche**

#### **a.- L'avenir du PS ne doit pas être abordé sous le seul angle électoral**

La fin de l'union de la gauche telle qu'elle a été conçue au congrès d'Épinay en 1971 pose un problème électoral au Parti socialiste. Avec qui pourra-t-il s'allier pour gagner les élections ? Le problème, pour les dirigeants socialistes, est qu'ils limitent leur réflexion au seul aspect électoral, à court terme, et dans ce cadre à la seule question des alliances. Ce raisonnement biaisé témoigne une nouvelle fois que la préoccupation principale du PS est celle du pouvoir pour le pouvoir, et que, dès lors, les alliances électorales sont conçues comme un simple jeu de lego où il ne s'agit que de changer les pièces de place. Peu comptent les contenus de ces alliances, car leur seul but est d'obtenir une majorité électorale.

C'est pourquoi, spontanément, la majorité des dirigeants du PS souhaitent une alliance avec le MODEM de François Bayrou puisque ce nouveau parti politique représente quelques pourcents de l'électorat. Le raisonnement est parfaitement cynique car il repose sur un véritable chantage vis-à-vis de l'électorat de gauche : « votez pour moi, ce sera de toute façon moins pire qu'avec la droite ». Ce langage est d'autant plus persuasif que la menace de droite – et d'extrême droite – aura été volontairement surévaluée pour susciter, par peur, un réflexe de vote utile sans états d'âme.

Dans ce cadre, l'alliance avec les communistes n'a pas de raison d'être remise en cause, mais le PCF ne peut guère apporter plus de 1, 2 ou 3 % des voix au PS, ce qui est insuffisant pour gagner une élection.

Une alliance avec tel ou tel groupe de l'extrême gauche est-elle possible ? Les partis trotskystes (LCR, LO, PT) ne veulent pas d'alliance avec le PS. Ils ne veulent pas, non plus, gouverner. Le PS, de son côté, ne veut pas d'alliance avec l'extrême gauche. La question est donc réglée : aucune alliance ouverte entre l'extrême gauche et le PS ne verra le jour.

A ce propos, il ne faut pas se tromper sur la signification du geste de la direction du PS qui a « donné » à Olivier Besancenot les signatures d'élus qui lui manquaient afin de participer à l'élection présidentielle. Il ne s'agissait pas des prémisses d'une alliance entre le PS et la LCR, mais d'une manœuvre de l'appareil du PS pour affaiblir Ségolène Royal, car Olivier Besancenot lui a pris des voix. Il s'agissait, pour les dirigeants du PS concernés, de faire l'impasse sur la présidentielle de 2007, de réduire tant qu'ils le pouvaient le score de Ségolène Royal, démontrant ainsi son incapacité à rassembler, l'écartant pour la présidentielle de 2012 et présenter leur propre candidature...

En restant dans cette arithmétique électorale, le PS, apparemment, n'a pas d'autre choix que de s'allier avec le MODEM. Cette stratégie est en marche. Elle a été tentée à l'occasion des élections municipales de 2008 où des listes communes PS-MODEM, avec parfois la participation de communistes, ont été présentées.

Le « centre », incarné par la candidature de François Bayrou, a représenté près de 7 millions de voix au premier tour de l'élection présidentielle 2007. Des forces très nombreuses se sont manifestées au sein du PS, Ségolène Royal en tête qui voulait même en faire son premier ministre, pour une alliance avec lui. Elles se reconnaissent par l'usage de mots-clés comme « poursuivre la rénovation de la gauche » (Ségolène Royal), « rénover la gauche » (Dominique Strauss-Kahn), « rénover le PS » (Pierre Moscovici), etc. Une fois munis de ce décodeur – « rénover » signifie s'allier avec le MODEM - il devient possible de comprendre qui veut quoi au sein du PS, même si les choses ne sont pas dites clairement.

Difficilement réalisable sur le plan pratique, même si les convergences idéologiques sont nombreuses entre la majorité des dirigeants du PS et ceux du MODEM, une alliance avec le « centre » serait en réalité une alliance avec une partie de la droite. Les caciques du PS et du MODEM sont d'accord sur l'essentiel : le type de « construction » européenne, l'atlantisme, les institutions, comme a pu le montrer le débat de l'entre-deux tour entre Ségolène Royal et François Bayrou. Si des divergences sont apparues sur le plan économique, leur minceur ne devrait pas constituer un obstacle à la définition d'une politique économique standard (d'inspiration néolibérale).

L'opération est donc extrêmement complexe pour le PS, elle est loin de pouvoir se réaliser, et elle

provoquerait à coup sûr une profonde cassure en son sein.

Toute cette construction politique de la majorité des dirigeants du PS repose sur la conviction que ce parti ne dispose plus de partenaires à gauche. Evidemment, cette assertion est exacte si le raisonnement est purement électoral et à court terme. Mais il est totalement faux si on raisonne en termes de classes sociales. En effet, une politique de gauche s'attaquant réellement et de manière convaincante aux inégalités serait susceptible de rassembler très largement. Ce n'est donc pas simplement en termes d'alliances entre forces politiques qu'il faut raisonner, mais en termes d'alliances entre classes sociales.

Le PS, s'il veut gagner, doit donc se démarquer clairement de toute alliance avec le « centre ». S'il veut se « refonder » ou se « rénover », ce n'est pas par une alliance avec le centre – c'est une vieille politique datant de la IVe République –, mais en reprenant la lutte pour la réduction des inégalités.

Les « nonistes » du PS (amis de Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélançon) sont placés dans une situation difficile. Une alliance du PS avec le « centre » les obligerait à quitter le parti. Ils ne le quittent pas encore, car ils estiment, à juste titre, que la bataille interne n'est pas terminée et que rien n'est joué.

Mais pour que les « nonistes » du PS quittent leur parti, il faudra qu'une structure d'accueil cohérente puisse les accueillir. Ou plus exactement, qu'ils puissent immédiatement, à partir d'une structure déjà existante, participer à la création d'une nouvelle force politique authentiquement à gauche.

Pour y parvenir, beaucoup va dépendre du PCF et de ses militants.

## **b.- L'avenir incertain du PCF**

Après les élections présidentielles de 2007, la situation la plus difficile est celle du PCF, qui conserve pourtant des dizaines de milliers d'adhérents et des positions électorales loin d'être négligeables. C'est l'effondrement du vote communiste chez les ouvriers. Le vote ouvrier à la présidentielle de 2002 avait été le suivant : Hue (PCF - 5,5 %) ; Extrême gauche (12 %) ; Jospin/Taubira/Chevènement (23,5 %) ; Le Pen/Megret (29 %). Au premier tour de la présidentielle 2007 il était le suivant : Le Pen (26%) ; Royal (24 %) ; Besancenot (7 %) ; de Villiers (5 %) ; Buffet (1 %).

Le vote utile a pénalisé la candidate du PCF car les transferts de voix par rapport à 2002 se sont effectués pour l'essentiel au profit du PS, avec 18 % des électeurs de Robert Hue qui n'ont pas voulu courir le risque d'un nouveau 21 avril. En quatrième position dans l'électorat de gauche (5 %), Marie-George Buffet conserve les deux tiers des voix du candidat communiste de 2002. Elle capte néanmoins 12 % des électeurs de Laguiller qui avaient sanctionné la gauche en 2002.

L'implosion du système soviétique a joué un rôle considérable dans l'effondrement des partis communistes, partout dans le monde, et la désaffection de leur électorat. Les partis communistes, en effet, luttèrent pour la construction du socialisme, conçu comme une phase de transition vers le communisme. Nul, depuis déjà bien longtemps, n'entend plus parler de socialisme ou de communisme, ces expressions ne figurant même plus dans les textes de congrès du PCF.

Cette perspective s'est effacée. Que signifie, dès lors, l'existence d'un parti communiste dont l'objectif n'est plus le socialisme et encore moins le communisme ? Pour réanimer cette perspective, deux solutions s'offrent au PCF. D'une part, il faudrait que ce parti entreprenne un immense effort de réhabilitation de l'Union soviétique. La tâche paraît impossible, et elle n'a pas été tentée. L'autre ligne stratégique que pourrait défendre le PCF serait d'essayer de convaincre que l'Union soviétique n'était pas socialiste et que le socialisme proposé par le PCF serait d'une toute autre nature. Cette stratégie a été tentée dans les années 70, mais vite abandonnée après la rupture de l'union de la gauche en 1977-1978, le 23e congrès du PCF, en 1979, reconnaissant le bilan « globalement positif » des pays socialistes.

Depuis, le PCF s'est positionné comme un parti d'appui aux luttes sociales, mettant notamment à disposition les moyens de ses élus. Ce soutien a toujours été très utile, en particulier pour l'aide logistique considérable accordée par les collectivités locales à direction communiste à l'organisation des Forums sociaux ou le rôle de caisse de résonance joué par le journal L'Humanité. Mais cette stratégie a fait ressembler le PCF à un super syndicat plutôt qu'à une force politique ambitieuse et porteuse d'avenir. Cette aide aux associations et aux syndicats, en tout cas, n'a pas été payée de retour en termes électoraux.

Le PCF demeure lié aux accords électoraux passés avec le PS. Les refuser provoquerait la disparition de son

groupe parlementaire, de tous les conseils généraux qu'il dirige encore (Allier et Val de Marne après la défection de la Seine-Saint-Denis), et la perte d'un grand nombre de cantons et de municipalités. Or, sans groupe parlementaire et exclu de la gestion municipale, un parti politique se rétracte très vite.

Rejetant le PS, des alliances entre le PCF et les forces antilibérales sont-elles alors possibles ? L'alliance semble impossible avec Lutte ouvrière (LO) et le Parti des travailleurs (PT), ces formations politiques la refusant au motif que le PCF est toujours allié au PS et qu'il s'agit pour elles de construire un « parti révolutionnaire », notamment sur les décombres du PCF. En outre, le PCF n'a jamais été demandeur et les cultures radicalement différentes de ces traditions politiques rendent très difficile une hypothétique alliance.

La situation est un peu différente avec la LCR. Des rencontres ont eu lieu à l'échelle nationale avec le PCF, tandis que des accords électoraux ont été conclus dans certains départements et certaines villes. Au-delà de ces aspects conjoncturels, on ne voit pas très bien de quoi serait porteuse une alliance entre le PCF et la LCR. Toute alliance politique est même interdite pour la période qui vient. Le PCF est trop divisé pour accepter une telle alliance avec la LCR, hormis pour des raisons électorales ponctuelles à l'échelle locale. Quant à la LCR, occupée à changer de nom pour changer de taille, sa stratégie est celle du cavalier seul et non de l'alliance.

Le PCF est très divisé, provoquant depuis plusieurs années sa paralysie politique. Quatre tendances, au moins, le traversent. Une première tendance, qualifiée d'« orthodoxe », souhaite conserver le nom et revenir à une politique mieux marquée par la tradition communiste. Une seconde tendance, autour de la direction en place en 2007 (Marie-George Buffet), tente de maintenir l'équilibre et de concilier l'inconciliable. Une troisième tendance, autour de l'ancien secrétaire général, Robert Hue, serait favorable à l'intégration du PCF rénové dans une force politique plus vaste. Enfin, la quatrième tendance est celle des « communistes unitaires » qui a soutenu la candidature de José Bové aux élections présidentielles de 2007.

Il faut être sourd et aveugle pour ne pas comprendre que le mot « communisme » - quoiqu'on pense du mot et quoiqu'on pense de la chose - est définitivement disqualifié. Pour la masse des jeunes, à l'échelle planétaire, le communisme est désormais assimilé au nazisme, tous deux considérés comme des totalitarismes. C'est le résultat des crimes commis par les dirigeants de l'Union soviétique. Ajoutons que le spectacle donné aujourd'hui par la Chine communiste, qui réinvente le capitalisme du XIXe siècle, n'est pas de nature à clarifier l'identité du communisme.

Les idées communistes et le mot lui-même ne mourront jamais. Ils survivront. Des partis communistes se maintiendront encore longtemps en vie. Mais ils seront minuscules, coupés de la population, sans positions électives significatives, inaptes à la moindre innovation politique, à la traîne des autres forces politiques.

La composante orthodoxe du PCF n'est pas de cet avis et a adopté une posture romantico-nostalgique, comme dans quelques autres rares pays. Elle considère qu'il faut conserver le mot « communiste » dans l'intitulé du parti et que ce dernier ne doit pas s'engager dans la construction d'une force politique plus vaste, dans laquelle, pourtant, la sensibilité communiste serait reconnue. Cette tendance a peut-être raison. On ne peut jurer de rien, et il lui reste à démontrer que le courant communiste peut à nouveau influencer une partie non négligeable de la population française.

Quant aux autres tendances du PCF, il faudra bien qu'elles se décident à prendre des initiatives et à mener un travail intellectuel pour exposer leurs idées, sauf à continuer leur lente agonie commencée il y a trente ans. La solution la plus prometteuse serait l'engagement du PCF et de ses militants au sein d'une grande force politique de la gauche de gauche, chaque composante conservant son identité et son indépendance.

### **c.- L'impasse des partis trotskystes**

Les partis trotskystes sont composés de Lutte ouvrière (LO), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et du Parti des travailleurs (PT). Le trotskysme a été fondé au moment de la révolution bolchévique, Trotski s'opposant à Lénine, notamment sur la question de la démocratie. Les trotskystes, victimes de purges stalinienne, ont construit leur identité contre le stalinisme et pour la démocratisation des pays socialistes. Après la disparition du monde soviétique, le trotskysme n'a plus de raison d'être. C'est pourquoi la LCR, seule organisation trotskyste dans ce cas, est en train de s'éloigner du trotskysme, ce qui, d'ailleurs, lui pose des problèmes internes. Ces organisations sont aujourd'hui la survivance d'un passé révolu comme en témoigne leur schéma politique qui n'a pas varié depuis des dizaines d'années : la prise du pouvoir doit venir du « mouvement des masses » guidées par une « avant-garde ». Cette conception politique, en tout cas pour un pays comme la France, est caduque. D'autant que ces organisations n'ont conduit aucune

lutte d'envergure et qu'elles ne sont pour rien dans les avancées sociales de ces dernières décennies. En fait, ces organisations ne veulent pas prendre le pouvoir ni l'exercer. Jamais mises à l'épreuve, ces organisations préfèrent le simple témoignage et la protestation, le verbe et la surenchère. Elles sont souvent verrouillées par les plus sectaires. Le seul antilibéralisme n'est pas un terrain suffisant pour permettre de fonder une dynamique de rassemblement. Au total, les trois partis trotskystes ne sont jamais parvenus à s'unir. Comment pourraient-ils, dès lors, s'unir aux autres ? Les choses sont limpides : ni la LCR, ni LO, ni le PT n'ont le moindre espoir de faire la révolution.

Au sein de la famille trotskyste, la LCR joue désormais un rôle particulier, Olivier Besancenot ayant remplacé Arlette Laguiller. Besancenot a réussi à concurrencer la popularité d' « Arlette » puisqu'il obtient à la présidentielle de 2002 (4,27 %) et en mai 2007 (4,08 %), soit deux fois plus que LO et le PCF.

Forte de ces résultats, la LCR veut se transformer en « vrai » parti politique pour accueillir un public qui dépasse celui des petites formations d'extrême gauche classique. Il s'agit pour elle d'occuper l'espace laissé vacant à gauche par le Parti communiste qui a perdu sa fonction tribunicienne d'autrefois, et au Parti socialiste, qui ne cesse de faire des appels du pied au centre. C'est ce que confirme un dirigeant de la LCR : « Le PCF, comme le PRG, peut encore tenir une vingtaine d'années parce qu'il dispose de fiefs électoraux. Mais, comme force politique, il n'existe plus. C'est cet espace que nous voulons occuper. » D'autant que « Olivier », contrairement à Marie-George Buffet, mord bien au-delà de l'électorat traditionnel dévolu aux communistes.

La LCR a donc créé des « collectifs d'initiatives » ouverts aux « anonymes » et aux « déçus » des partis de gauche, qui, en juin 2008, seront partie prenante de l' « assemblée constituante » chargée de fixer le programme et les statuts de la nouvelle formation. Le congrès fondateur est prévu fin 2008.

Le M'PEP désapprouve cette démarche pour les raisons suivantes :

- Après la présidentielle de 2007, l'heure est à l'union et non à la division. C'est pourquoi l'initiative de créer un « parti anticapitaliste » devait être le fait d'un collectif d'organisations et non le fait d'une seule organisation demandant aux autres de se rallier.
- La LCR appelle en fait au rassemblement autour d'elle. C'est ce que dit Christian Picquet, dirigeant minoritaire de la LCR, qui dénonce « un simple relookage ». Le problème de la LCR est simplement de réduire l'écart énorme entre son nouvel électorat (1 498 835 voix) et le niveau de ses forces organisées (2 900 adhérents en janvier 2006). En fait, l'opération consiste pour la LCR à changer de nom.
- La construction de ce nouveau parti ne se fait pas sur des idées mais sur l'image d'Olivier Besancenot. C'est d'ailleurs lui qui draine des voix, pas la LCR ni son projet.
- Ce sont en réalité les grands médias qui sont en train de « fabriquer » Olivier Besancenot et son « parti anticapitaliste ». Pour ne prendre que quelques exemples : une page entière dans Le Monde, le 12 décembre 2007, ¼ de page toujours dans Le Monde, le 27 décembre 2007, propagande quasi quotidienne dans Libération, multiplication des prestations audiovisuelles, sans rapport avec l'influence réelle de la LCR. La LCR intéresse la droite car elle peut prendre des voix, au premier tour, au candidat socialiste ; et la LCR intéresse aussi le Parti socialiste (c'est pourquoi ce parti a « donné » des signatures à Olivier Besancenot pour la présidentielle 2007), car elle peut remplacer le PCF dans le report de voix au second tour.
- Le licenciement scandaleux du représentant de la minorité au sein de la LCR, Christian Picquet, laisse mal augurer de la démocratie dans cette nouvelle formation politique.
- Il peut y avoir des désaccords idéologiques et programmatiques profonds, mais il faut quand même trouver des points communs entre forces de gauche. Proclamer a priori qu'on ne pourra s'entendre avec personne et diaboliser tous ceux qui ne sont pas d'accord avec soi, c'est organiser la défaite permanente.

Au total, ces organisations souvent groupusculaires et parfois sectaires ont perdu leur raison d'être. Engluées dans leurs routines et leurs rituels, elles font de la figuration dans des organisations de plus en plus folkloriques et de moins en moins aptes à la lutte politique et idéologique. N'ayant aucun impact politique, ces petits groupes entretiennent entre eux une concurrence stérile, émaillée de manifestations d'intolérance, qui neutralisent des militants qui seraient plus utiles ailleurs. Le caractère nuisible de ces

groupes se manifeste dans leur ambition qui se limite à construire leur petite boutique – toujours appelée « grand parti des travailleurs » - sans jamais vouloir gouverner.

#### **d.- Le peu d'avenir des collectifs antilibéraux**

Quant aux différents types de « collectifs antilibéraux » qui sont apparus lors de la campagne présidentielle à la suite de ceux qui avaient mené la campagne référendaire de 2005, compte tenu de leur très forte hétérogénéité idéologique, il est probable qu'ils ne résisteront pas à l'usure du temps. Les militants qui s'y sont impliqués devront trouver d'autres formes d'engagement. Il paraît évident qu'aucune rénovation de la politique française ne pourra venir de ce côté-là.

#### **e.- La fin des Verts ?**

La campagne médiocre de Dominique Voynet, les querelles et les rancunes personnelles, le départ de dirigeants et de militants au Modem de François Bayrou ont probablement achevé le parti des Verts. Il existe, en outre, un risque de « désidéologisation » de l'écologie engagée par Nicolas Hulot dans lequel se sont engouffrés tous les partis, notamment les Verts. Il y a de moins en moins besoin des Verts, et c'est dommage.

Au total, le réel et le retour de la politique – ce piège – inéluctablement, vont se refermer sur Nicolas Sarkozy. Ce dernier inaugure la fin d'un système clos par la campagne présidentielle de 2007, et l'entrée dans un nouveau dont on ne distingue pas encore les traits. L'un des enjeux de la période est la « bipolarisation » avec l'UMP d'un côté, et un socialo-centrisme de l'autre. L'autre possibilité est celle du développement des résistances sociales, articulées, sauf à demeurer impuissantes, à la reconstruction d'une nouvelle perspective historique, grâce à l'organisation d'une force vraiment de gauche.

### **B.- Construire, dans la même dynamique, un nouveau projet et une nouvelle force politique de gauche**

Aujourd'hui, c'est la gauche et non plus la droite qui n'a plus confiance en elle-même. Le bilan très sombre qui vient d'être fait de la gauche en place ne laisse aucun espoir d'amélioration significative, que ce soit à court, moyen ou long terme. Si un espoir existe encore – et c'est la raison d'être du M'PEP – il réside dans un retour critique aux sources de la gauche et du socialisme. Cet effort servira à alimenter un nouveau projet et une nouvelle force politique de gauche. Les deux, d'ailleurs, doivent aller de paire. Il n'existe en la matière aucune action préalable. Il ne s'agit donc pas de considérer qu'il est impératif de commencer par élaborer un projet, pour ensuite créer l'organisation, ou l'inverse, qui consisterait à dire que pour bâtir un projet il faut être organisé, et qu'il conviendrait donc de créer l'organisation d'abord, pour pouvoir ensuite élaborer le projet. En réalité, par un mouvement de va et vient, il faut parvenir à tout faire à la fois.

#### **1.- Redécouvrir les sources de la gauche : la lutte pour l'égalité**

La droite a toujours été handicapée par l'histoire. Née de son opposition à la Révolution française, la droite a longtemps été obligée de s'inscrire dans le cadre intellectuel de la gauche. Elle n'est essentiellement qu'une contre-pensée, c'est pourquoi elle a avancé masquée. Elle souffre de sa vocation, toujours confirmée dans le passé, de la défense des privilégiés. Comme le disait André Siegfried : « appartient à la coalition de droite tout ce qui s'appuie directement ou indirectement sur l'église et le château ». La droite, c'est le parti des possédants, de l'aristocratie d'hier et de la bourgeoisie d'aujourd'hui. Les possédants : c'est la propriété. C'est une complicité inavouable avec le privilège. On disait – et c'est toujours vrai – que la droite n'avait pas d'idées, elle n'avait que des intérêts.

La droite, dès l'origine, se construit contre la Révolution française, en opposition avec ce qui fonde la République. Pour la droite, « la Révolution est la marque d'une volonté de l'homme de s'affranchir de la loi divine par la ruine de toute autorité » (Joseph de Maistre). Le respect pour l'ordre établi, tenu pour intangible parce que naturel, et la méfiance corrélative envers la volonté humaine de changer le cours des choses constituent le soubassement de la pensée de droite. La société est-elle une production des hommes ou l'œuvre de Dieu ?

Ce n'est donc pas sans raisons très profondes que le rapport à la religion a si longtemps structuré le « peuple de droite ». Les schémas mentaux issus de cette conception verticale et fataliste du monde ont survécu à la baisse de la pratique religieuse. La gauche naissante, s'appuyant sur les Lumières, a développé

une philosophie radicalement antagoniste de la vision traditionnelle et religieuse du monde.

Autre handicap historique de la droite : l'évolution politique de la France au XIXe siècle a été marqué par l'échec successif de tous les régimes de droite (Restauration de 1814-1830 ; monarchie de Juillet 1840-1848 ; Second Empire 1851-1870) et par les succès répétés de la gauche. La droite a souvent rasé les murs. C'est le parti des monarchistes, des cléricaux, des pétainistes, des collaborationnistes. Et il n'y aurait plus de clivage droite/gauche ?

On peut toujours discuter pour savoir si le régime de Vichy a été dominé par les héritiers de la droite traditionnelle ou par une nouvelle droite révolutionnaire. Toujours est-il que la collaboration a eu pour effet de laisser une droite très largement déconsidérée à la Libération. Mais tous les résistants, loin de là, n'étaient pas de gauche, ni tous les collaborateurs de droite. Cependant, ce sont bien les élites conservatrices de droite qui se sont massivement compromises dans le régime du maréchal Pétain. Ce n'est pas un hasard si, à la Libération, 85 % des députés et 77 % des sénateurs de droite se trouvaient « éliminés des combats électoraux », la classe politique de droite était décapitée. Les conservateurs qui ont survécu à cette époque ont été contraints de se réfugier dans la formation la moins à gauche de l'époque, le Mouvement républicain populaire (MRP), issu de la mouvance démocrate-chrétienne, pourtant enraciné à gauche. Il va dériver ensuite. A ce propos, la tradition démocrate-chrétienne n'est jamais parvenue, en France, à se forger un courant politique indépendant.

Pendant la phase gaulliste, la droite est à nouveau passé à la trappe, de Gaulle ayant toujours nourri l'ambition de se hisser au-dessus des deux camps, même si personne ne l'a jamais classé à gauche, et que beaucoup l'ont classé à droite. Cependant, le gaullisme s'inscrit dans la tradition de la droite bonapartiste. La droite, qui le haïssait, n'était pas vraiment aux commandes. C'est pourquoi elle a promu Valéry Giscard d'Estaing. C'est probablement à partir du revirement des principaux dirigeants du Parti socialiste, en 1982-1983, que les notions de gauche et de droite ont été remises en cause et leurs différences contestées. C'est ainsi que la raison d'être de la gauche – la lutte pour l'égalité – a été perdue de vue alors qu'elle reste pourtant une valeur universelle.

### **a.- Une profonde confusion entretenue autour de la notion de « gauche »**

C'est le philosophe Alain qui a peut-être le mieux résumé la situation, témoignant que ce débat n'était pas nouveau : « lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et de gauche, hommes de droite et hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche ». Quoiqu'il en soit, la distinction traditionnelle entre droite et gauche n'a jamais été autant contestée que ces dernières années : elle aurait fait son temps ; elle n'aurait plus de sens ; les différences qui méritaient des appellations distinctes se seraient effacées... Il ne s'agirait plus que d'« épaves idéologiques », nous serions entrés dans une « société d'ambidextres » : la droite et la gauche n'existeraient plus. C'est pourquoi un rappel historique apparaît nécessaire.

### **i.- La « fin des idéologies » et la « fin de l'histoire » visaient à délégitimer la gauche**

Des interrogations, et même des affirmations péremptoires sur la pertinence du maintien de la distinction droite-gauche, sont apparues au début des années 80 à l'échelle mondiale. Certes, en France, elles sont liées au revirement de François Mitterrand en 1982-1983, alors qu'à l'échelle mondiale elles ont été encouragées et provoquées par la mise en œuvre des politiques néolibérales, et amplifiées par les bouleversements qui ont entraîné la disparition du communisme en Europe de l'Est à partir de l'automne 1989.

Il faut aller au-delà de ces simples constats, et se demander pourquoi il est devenu relativement banal d'entendre dire qu'il n'y avait plus de différences entre droite et gauche.

Une première « explication » s'appuie sur la prétendue « crise » ou « fin » des idéologies. C'est Raymond Aron, condisciple de Jean-Paul Sartre, et « déconstructeur » du marxisme, qui utilise le premier cette expression en 1965 dans *Essais sur les libertés*. Il veut dénoncer le caractère « totalitaire » des idéologies et partis politiques qui prétendent disposer d'une lecture globale du monde. Il vise évidemment le marxisme, considérant que le libéralisme est « anti-idéologique ». Il ne remet pas en cause le conflit des idées ou le choc des tempéraments et considère qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours « des opportunistes et des rebelles, des modérés et des violents, des conservateurs qui craignent le changement et des réformateurs qu'indigne l'imperfection du réel ». Il veut marquer son scepticisme à l'égard des systèmes globaux d'interprétation du monde historique au nom desquels un parti se croyait investi d'une

mission et voué à la destruction de l'ordre existant et à l'édification d'un ordre radicalement autre. La disparition de la zone soviétique, qui a touché la social-démocratie, a conduit à parler, dans la même lignée, de « fin de l'histoire », puisque plus rien ne venait concurrencer le capitalisme. Les pays communistes, en effet, avaient été présentés comme l'irrésistible avancée de la gauche dans l'histoire.

En réalité, les idéologies sont plus vivantes que jamais. Par exemple, rien n'est plus idéologique que l'affirmation de la « crise des idéologies » ou de la « fin de l'histoire ». Par ailleurs, gauche et droite ne désignent pas simplement que des idéologies, mais renvoient à des programmes opposés sur de nombreux problèmes, à des divergences d'intérêts et d'appréciation sur l'orientation à donner à la société. Ces divergences existent dans chaque société, et on ne voit pas comment elles pourraient disparaître.

Une seconde « explication » porte sur la « mondialisation ». Dans un univers de plus en plus complexe, qui a tendance à se rétrécir sous l'effet des nouvelles technologies de l'information et de la communication, exposé à des risques communs comme le réchauffement climatique, la conscience d'habiter dans un « village planétaire » rendrait obsolète la séparation trop nette entre deux parties opposées. Les problèmes ne pourraient plus être posés en termes d'antithèses, d'alternatives, de conflits, mais de consensus. C'est ce que Margaret Thatcher avait parfaitement bien résumé avec son fameux « There is no alternative ». En réalité, quand nous parlons d'hommes politiques, nous n'avons aucune hésitation à les classer à gauche ou à droite, preuve que la distinction est toujours présente et visible.

## **ii.- La gauche est née le vendredi 28 août 1789, sa portée est éternelle**

La distinction droite-gauche possède une longue histoire qui va bien au-delà de l'ancienne opposition entre capitalisme et communisme. On l'observe dès 1672 pour désigner les parties d'une assemblée en Angleterre, à propos de la répartition des communes : « à la main droite du Roy et à la main gauche du Roy ».

Cette organisation entre droite et gauche, en France, date de la séance de l'Assemblée constituante du vendredi 28 août 1789. Les Etats généraux, en effet, s'étaient transformés par le processus révolutionnaire, en Assemblée nationale constituante. Le protocole de cette assemblée, issu de l'ancienne monarchie, avait fait siéger du côté droit, réputé le plus honorable, les députés des ordres privilégiés, et du côté gauche les députés du tiers état, qui étaient des roturiers ou des bourgeois (dans le langage religieux, les bons sont assis à la droite du Père et les mauvais à Sa gauche). Ce jour-là, l'Assemblée devait se prononcer sur le veto, c'est-à-dire sur la possibilité offerte au roi d'annuler un vote de l'Assemblée. Les partisans du veto allèrent s'asseoir à droite du président ; ceux qui y étaient opposés se regroupèrent à sa gauche. Cette séparation rendait plus facile le calcul des voix dans le vote par assis et levé, qui avait été conservé.

La plupart des représentants des classes privilégiées étaient naturellement en faveur du veto, car il symbolisait la poursuite du pouvoir royal et correspondait au régime politique qui leur convenait le mieux parce qu'il était le moins subversif : le pouvoir continuait à émaner du roi. De manière opposée, la plupart des bourgeois voulaient un autre régime - à l'époque une monarchie constitutionnelle -, plus égalitaire, plus ouverte à l'activité économique, et préféraient donc le pouvoir de l'Assemblée, où ils étaient en force, à celui du roi.

Même si elle revêt une partition spatiale, cette distinction entre droite et gauche avait un contenu de classe dès son origine : à droite, le conservatisme, ou au moins le minimum de changement, bientôt la résistance à la Révolution ; à gauche, le progrès, le changement, bientôt la dynamique de la Révolution.

Au-delà de la fluctuation du contenu du clivage gauche-droite dans la période qui a suivi, il s'est imposé au début du XXe siècle avec l'Affaire Dreyfus. Droite et gauche désigneront les deux France qui s'affrontent passionnément sur des questions essentielles : la vérité, la justice, la religion, la nation, la République, la révolution... Après la victoire, en 1902, du « Bloc des gauches », et en 1924 du « Cartel des gauches », le rôle de repère de ces deux expressions est définitivement adopté.

## **b.- La lutte pour l'égalité est l'étoile polaire de la gauche**

Si on cherche à qualifier ce qu'il y a de plus essentiel entre la droite et la gauche, ce qui caractérise la gauche avec le plus de pertinence et qui lui donne sa raison d'être, au-delà de ses différentes sensibilités, car il existe en réalité des gauches et non une gauche, comme il existe des droites et non une droite, on trouvera la lutte pour l'égalité. Non pas seulement la lutte contre les inégalités, mais à proprement parler la

lutte pour l'égalité.

De nombreuses définitions de la gauche et de ses différences avec la droite circulent. Elles sont pertinentes, la plupart du temps, mais découlent néanmoins toutes d'une valeur suprême : l'égalité. Même la liberté ne peut être placée en équivalence avec l'égalité.

## **i.- L'égalité demeure l'idéal ultime de la gauche**

Pour caractériser ce qu'il y a de plus fondamental dans la gauche, plusieurs valeurs sont souvent avancées :

Le trait caractéristique de la gauche est souvent présenté comme la non-violence. Mais la gauche, dans certaines situations, comme la Résistance lors de la Seconde Guerre mondiale ou dans des dictatures qui empêchent les alternances pacifiques, peut être amenée à utiliser légitimement la violence. De plus, accepter cette définition signifierait que, par opposition, la droite, par construction, serait violente. Ce serait inexact, car la droite, dans les régimes démocratiques, est tout aussi non-violente que la gauche. On a même vu, dans certains cas, des gouvernements de gauche réprimer des mouvements sociaux.

Autre trait caractéristique de la gauche : celle-ci porterait l'émancipation individuelle et sociale, alors que la droite représenterait la tradition. Cette distinction est parfaitement exacte, mais l'émancipation comme la tradition se réfèrent avant tout à l'égalité. L'émancipation vise à combattre les inégalités, alors que la tradition vise à les conserver. Emancipation et tradition sont donc une conséquence de la lutte pour l'égalité.

Nouveau trait caractéristique de la gauche : elle relèverait du camp rationaliste et laïque, alors que la droite serait un conservatisme avant tout religieux, ou à composante religieuse centrale. Même si cette distinction est globalement pertinente, elle passe sous silence qu'il existe une droite rationaliste et laïque, alors qu'il existe des « chrétiens de gauche », même s'ils ne sont pas conservateurs et qu'ils sont laïques.

Comme trait caractéristique de la gauche, on trouve aussi le progrès – ne parle-t-on pas de « mouvements progressistes » ? – alors que la droite serait symbolisée par le conservatisme – puisqu'on parle de « mouvements conservateurs ». Cette opposition est tout à fait réelle et pertinente, mais progrès et conservation découlent l'un et l'autre de la position adoptée face aux inégalités. Un mouvement progressiste est un mouvement qui lutte contre les inégalités, alors qu'un mouvement conservateur s'y oppose.

Enfin, le dernier trait caractéristique de la gauche la définit comme le parti des « classes inférieures », alors que la droite représenterait les « classes supérieures ». C'est tout à fait exact, la gauche se positionne bien de cette manière dans le rapport des classes sociales. Mais encore une fois, cette distinction découle de l'attitude face aux inégalités. C'est parce qu'elle lutte contre les inégalités, et parfois même pour l'égalité, que la gauche représente les classes « inférieures ». Et c'est parce que la droite s'oppose à une meilleure répartition des richesses produites, qu'elle représente les classes favorisées.

Au total, c'est bien l'aspiration à l'égalité qui est la raison d'être fondamentale des mouvements de gauche. Les oppositions précédentes sont réelles, mais seul le couple égalité et inégalité est fondateur, les autres ne sont que « fondés ». L'égalité est le seul principe qui résiste au temps. Une refondation de la gauche doit repartir de ce constat : l'égalité comme valeur cruciale.

On peut le vérifier par une analyse inverse, en recherchant la caractéristique principale des mouvements de droite. C'est l'inégalitarisme. Il ne s'agit pas, ici, de porter un jugement moral, mais d'identifier la nature des mouvements de droite. Ces derniers estiment que les inégalités entre les hommes sont non seulement impossibles à éliminer, ou alors en étouffant la liberté, mais encore qu'elles sont utiles. Elles provoqueraient une dynamique incessante pour l'amélioration de la société. Pour une personne de droite, et chacun pourra prendre des exemples dans son environnement, l'égalité est comprise comme l'égalitarisme, c'est-à-dire un nivellement. Les inégalités étant naturelles, il serait vain de tenter de s'y opposer. Ce constat ne signifie pas que la droite veuille conserver toutes les inégalités, par principe, mais que la gauche est plus égalitaire qu'elle. D'un côté se trouvent à gauche ceux qui pensent que les hommes sont plus égaux qu'inégaux, de l'autre, à droite, ceux qui estiment qu'ils sont plus inégaux qu'égaux. L'homme ou la femme de gauche considère que la plupart des inégalités qui provoquent son indignation et qu'il voudrait voir disparaître sont d'origine sociale et en tant que telles éliminables ; l'homme ou la femme de droite, au contraire, pense qu'elles sont naturelles et donc inévitables.

La droite, comme l'a rappelé Nicolas Sarkozy pendant la campagne électorale 2007, préfère l'« équité », car

c'est un concept « autrement plus riche et porteur d'espérance ». En effet ! Pour la droite, le remplacement de l'égalité par l'équité a pour fonction de légitimer les inégalités. Car les inégalités seraient le résultat « naturel » qui récompenserait le travail et le mérite. Dans le système capitaliste, les inégalités sont une des conséquences souhaitées du fonctionnement de l'économie capitaliste car c'est de là que vient le profit. Sans inégalités : pas de profit ! Pour la droite, donc, l'inégalité des conditions est compréhensible et acceptable s'il existe une véritable égalité des chances. Si c'est le cas, les différences de position sociale deviennent alors acceptables si elles dépendent du travail, du mérite et du talent de chacun. Tout cela sera possible par l'éducation. Grâce à l'école, chacun échapperait au déterminisme social et se verrait offrir la chance de réussir selon ses seuls mérites personnels... ceux qui n'y parviennent pas n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes, et ne méritent pas que la société fasse plus pour eux.

On peut aussi vérifier le caractère central du principe d'égalité pour la gauche en se demandant entre qui, en quoi, et selon quels critères il faut l'égalité. La réponse est particulièrement simple : les trois sources principales d'inégalités sont la classe, la race, et le sexe. Ceux qui douteraient de la pertinence du clivage gauche-droite pourraient vérifier, dans les faits, si les inégalités de classe, de race et de sexe avaient encore une réalité. Quant à ceux qui pourraient s'interroger sur ce que sont devenues les valeurs de gauche, ils devraient utilement revenir aux fondamentaux et se dire qu'après tout une politique de gauche est celle qui combat avec intransigeance les inégalités de classe, de race et de sexe.

L'obstacle majeur à l'égalité entre les hommes, qui constitue historiquement l'un des thèmes principaux de la gauche, partagé par les communistes et les socialistes, est la suppression de ce qui est apparu dès l'Antiquité comme la source essentielle des inégalités : la propriété individuelle. D'ailleurs, le « socialisme utopique », quand il décrit les sociétés idéales fondées sur l'aspiration égalitaire, prône une société « collectiviste », c'est-à-dire une société où tous les biens sont collectifs. Rousseau inspire directement ces constructions intellectuelles dont toutes les tentatives de réalisation se traduiront par l'échec. Rousseau est encore à l'origine de la « Conjuration des Egaux » de Babeuf, en 1795, qui s'oppose à toute forme de propriété. L'une des premières mesures de la révolution soviétique, en 1917, fut l'abolition de la propriété individuelle de la terre et des entreprises. Les nationalisations ont longtemps fait partie des politiques économiques proposées par les partis socialistes et communistes, au nom de l'idéal égalitaire. La lutte pour l'abolition de la propriété, individuelle ou des grands moyens de production et d'échange – intégrale ou non – a toujours eu pour objectif, pour la gauche, de lever l'obstacle principal à la réalisation d'une société d'égaux.

Mais la différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'on a compris que l'égalité était une valeur relative et non absolue comme l'ont cru les pères fondateurs des idées de gauche.

Il ne faut pas confondre la recherche de l'égalité et l'égalité comme valeur absolue qui est l'égalitarisme, c'est-à-dire l'égalité de tous et tout. Cette forme d'égalité, dans sa formulation la plus radicale de valeur absolue, est le trait commun aux cités idéales des utopistes dont la matrice est celle de Thomas More, pour qui « tant que la propriété persistera, le fardeau angoissant et inévitable de la pauvreté et du malheur pèsera toujours sur la partie de loin la plus nombreuse et de loin la meilleure de l'humanité ». Des exemples historiques récents témoignent que la suppression de la propriété n'est pas suffisante – très loin de là – pour supprimer la pauvreté et le malheur. C'est pourquoi le slogan « tous les hommes doivent être égaux » n'a qu'un contenu purement émotif, sauf à répondre à la question « tous, vraiment tous ? », et d'offrir une justification aux exceptions.

Précisément, l'égalité ne peut être qu'une valeur relative. Elle dépend d'au moins trois variables : les sujets entre lesquels il s'agit de répartir les biens ou les charges ; les biens ou les charges à répartir ; le critère de répartition. En combinant ces trois variables on obtient une multitude de types de répartition qui tous peuvent se dire égalitaires bien qu'ils diffèrent notablement les uns des autres.

Les inégalités naturelles existent. Si certaines d'entre elles peuvent être corrigées, d'autres ne peuvent être éliminées. Les inégalités sociales existent aussi. Si certaines d'entre elles peuvent être amoindries, d'autres ne peuvent être éradiquées. Même une inégalité naturelle peut être sociale, du fait du hasard de la naissance dans telle ou telle famille ou telle ou telle région.

Il ne faut donc pas entendre par lutte contre les inégalités l'utopie d'une société où tous seraient égaux en tout, mais comme une tendance fondamentale à corriger ce qui rend les hommes inégaux. Une politique de l'égalité est celle qui tend à supprimer ou réduire ce qui rend les hommes et les femmes moins égaux, à réduire les inégalités sociales ou à rendre moins pénibles les inégalités naturelles.

## **ii.- Même la liberté ne peut être mise en équivalence avec l'égalité**

L'égalité est l'idéal supérieur et ultime de la gauche, car elle est la condition d'une société juste et heureuse. Elle est habituellement associée à l'idéal de liberté, considéré lui aussi comme suprême ou ultime. Pour certains, c'est la liberté qui constituerait l'élément de mobilisation le plus fort de la gauche. D'autant que l'histoire a donné l'exemple d'un système social où la poursuite de l'égalité s'est faite aux dépens de la liberté ; le collectivisme, s'appuyant sur l'étatisme, a produit une doctrine et une pratique de type totalitaire. Quant au libéralisme, même s'il contient le mot liberté, il ne conçoit celle-ci que sous l'angle de la liberté économique, sans se préoccuper des inégalités qui en découlent.

Les deux concepts de liberté et d'égalité ne sont donc pas symétriques et ne peuvent être mis sur le même plan, bien que devant être articulés. Alors que la liberté est un statut de la personne, l'égalité indique une relation entre deux entités au moins. Ainsi, dire que « x est libre » a un sens, tandis que dire « x est égal » est dénué de sens. La liberté est un bien individuel, l'égalité est un bien social.

On pourrait alors se demander si la liberté est de droite et l'égalité de gauche. En fait, la liberté est aussi bien de droite que de gauche et la distinction essentielle entre droite et gauche se trouve dans l'importance plus ou moins grande attribuée à l'égalité. Prenons l'exemple d'un mouvement de libération nationale au moment de la décolonisation. Ce qui fera de ce mouvement de libération un mouvement de gauche, c'est la fin ou le résultat qu'il se propose : abattre un régime despotique, fondé sur l'inégalité entre le haut et le bas de l'échelle sociale. Ce n'est pas la liberté qu'il veut donner à sa nation qui lui donnera des attributs de gauche. Car se libérer de la puissance coloniale pour la remplacer par la domination d'une bourgeoisie locale qui traitera les questions de l'égalité de la même manière que les anciens maîtres n'est pas une politique de gauche.

En outre, tout comme l'égalité, la liberté est une valeur relative et non absolue. Une loi qui imposerait à tous les citoyens de se servir uniquement des moyens de transports collectifs publics pour soulager la circulation des villes lèserait la liberté de choisir son moyen de transport préféré. Cette perte de liberté frapperait davantage le riche que le pauvre, dont la liberté de choisir son moyen de transport, son école, ses vêtements, est d'habitude limitée non par une décision politique, mais par une situation économique interne à la sphère privée. Autre exemple : bien qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir, une plus grande égalité s'est installée entre les époux à propos des tâches ménagères. Ceci résulte, d'ailleurs, davantage de l'évolution des mœurs que de règles contraignantes. Mais ces nouvelles obligations qui s'imposent aux maris restreignent, de fait, la liberté qu'ils avaient autrefois.

L'égalité, c'est vrai, a pour effet de limiter la liberté, tant du riche que du pauvre, mais avec une différence ; le riche perd une liberté dont il jouissait effectivement, le pauvre perd une liberté potentielle.

## **c.- Les notions de droite et gauche ont une portée universelle**

Droite et gauche ne se définissent pas par des contenus de programmes mais par des constantes de positionnement dans des affrontements variables de programmes, autour du combat central pour l'égalité et contre l'inégalité.

Avant 1789, on distinguait les « patriotes », ou les « nationaux » ou le « parti national » pour désigner les partisans des réformes, c'est-à-dire la gauche, en opposition avec les « aristocrates », c'est-à-dire la droite. L'opposition entre progressistes et conservateurs a également été utilisée. Les rouges contre les blancs a été utilisée pendant plus d'un demi-siècle, de 1848 au début du XXe siècle, afin de permettre la reconnaissance des camps.

Le Parti communiste français, nouveau parti révolutionnaire issu de la scission de 1920 au congrès de Tours, renvoie dos à dos la gauche et la droite, assimilées à « deux fractions de la bourgeoisie ». Lors de la première grande consultation à laquelle il participe, en 1924, il dénoncera le « bloc des bourgeois arrivistes » qui, sous l'étiquette de « gauche », dispute les places au « bloc des bourgeois repus ». Il affirmera : « capitalistes de droite et capitalistes de gauche se valent » ; « la gauche n'est qu'un autre visage de la droite, sous deux faces différentes, la tête reste la même ». Mais aux législatives de 1928, avec un scrutin uninominal d'arrondissement avec second tour, il se pose la question : maintien ou désistement ? Le PCF lance le slogan « classe contre classe » pour l'opposer à la formule républicaine « les rouges contre les blancs ». Il se maintient systématiquement au second tour et provoque des triangulaires dont profite la droite. Aux élections de 1932, la stratégie « classe contre classe » montre ses limites : le PCF recule de 11,3 % à 8,3 %. Force est de constater l'extraordinaire prégnance de la notion de gauche.

Pourquoi, parmi toutes ces oppositions possibles, c'est finalement celle entre la droite et la gauche qui l'a emporté sur républicaines et démocrates ; travaillistes et conservateurs ; socialistes et bourgeois ; libéraux et progressistes ; l'ordre et le mouvement, etc. ?

Parce que la topographie parlementaire est devenue le moyen primordial par lequel les citoyens pensent en politique.

Parce que cela exprime la continuité des luttes ouvertes en 1789.

Parce que le suffrage universel crée un besoin d'identification politique ou chacun est requis de se situer ; rouges et blancs permettaient de simplifier le conflit et de reconnaître immédiatement sa position dans ce conflit, mieux traduit, plus tard, par gauche et droite.

Parce que la démocratie a permis la domestication du conflit par l'organisation de ses protagonistes à grande échelle et par la ritualisation, dans les mots, de leur affrontement.

Cette capacité d'universel de l'histoire de France, concernant les notions de droite et de gauche, ne comporte pas le moindre mystère à propos de la fortune mondiale qu'elles ont connue. Pourquoi se sont-elles imposées et comment ont-elles pu mobiliser des ressorts suffisamment généraux pour provoquer pareil effet de reconnaissance ? Pourquoi droite et gauche ont-elles désormais une vie indépendante de la matrice où elles se sont primitivement développées ? Pourquoi ont-elles conquis la planète ? Pourquoi sont-elles devenues des catégories universelles de la politique ? Car gauche et droite désignent l'univers conflictuel de la politique depuis plus de deux siècles, l'opposition des idéologies et des mouvements qui divisent le monde. Ils sont antithétiques : réciproquement exclusifs et conjointement exhaustifs. Exclusifs dans le sens qu'aucune doctrine ou aucun mouvement ne peut être à la fois de droite et de gauche ; exhaustifs, dans la mesure où un mouvement ou une doctrine ne peut être que de droite ou de gauche.

Droite et gauche entrent dans l'universel car la droite incarne le conservatisme et donc les inégalités, alors que la gauche représente le progrès et la lutte pour l'égalité.

Il existe, bien sûr, des droites et des gauches, mais parler de gauche reste valide, c'est récurrent, malgré les changements historiques et les variations des critères d'égalité et d'inégalité. Certes, dans la confusion actuelle, une partie de la gauche a renoncé à la lutte politique directe pour l'égalité, et s'est repliée sur une lutte indirecte adossée à des valeurs humanistes comme l'humanitaire, l'associatif ou l'altermondialisme. Autrement dit, la question de l'égalité a été dépolitisée, elle ne relèverait plus du combat politique mais du bénévolat et du bon cœur.

Tout ce qui permet de dépasser l'une des discriminations sur la base desquelles les hommes ont été divisés en supérieurs et inférieurs, dominateurs et dominés, riches et pauvres, maîtres et esclaves, autrement dit les différences de classe, de race, de sexe, représente une étape du processus de civilisation. La poussée vers une égalité toujours plus grande entre les hommes et entre les hommes et les femmes est irrésistible. La gauche n'a donc pas achevé son chemin, elle l'a à peine commencé.

## **2.- Une base d'accord en 5 points pour reconstruire la gauche**

Le M'PEP propose à toutes les forces de gauche un accord en 5 points :

### **(1).- S'unir à la base**

La nouvelle force politique de gauche dont la France a besoin n'existera, se développera et n'intéressera les citoyens que si elle apparaît comme porteuse d'un projet collectif et s'enracine à l'échelon local. La définition du sens, des finalités et des formes de l'action militante de cette nouvelle force politique est une exploration à entreprendre dès maintenant. Autrement, une pratique politique de sommet s'imposera. C'est pourquoi le M'PEP propose que les militants des organisations favorables à la création d'une grande force de gauche s'organise aussi à l'échelle locale.

### **(2).- Agir par des campagnes communes**

Sans attendre l'élaboration d'une plateforme commune et la mise en place de premiers éléments d'organisation, c'est l'action unitaire qui devra prévaloir. C'est pourquoi les forces politiques situées à gauche ont une vocation naturelle à s'entendre pour mener des campagnes sur des sujets qui préoccupent

ou devraient préoccuper les citoyens. Ces sujets sont parfaitement bien repérés. Il s'agit de l'emploi et du travail, de la sécurité, de l'éducation, des retraites, des transports en commun, de la santé, de l'environnement, de la laïcité... Dans l'immédiat, toutes les forces de la gauche doivent être mobilisées pour la défense de la Poste.

L'action devrait être menée sous forme de campagnes, ayant une date de début et une date de fin. Les campagnes peuvent avoir des objectifs variés : information et sensibilisation ; pétition ; préparation de manifestations ; conférences débat... L'idéal serait que ces forces politiques se rassemblent sous un label, acclimatant les citoyens afin de préparer le terrain pour les futures élections.

### **(3).- Elaborer un projet de gouvernement sur quelques points clé**

Pour lancer une nouvelle dynamique de gauche, il faut un programme, un projet et une perspective s'inscrivant dans l'histoire. Il faut une suite à l'épopée de la gauche et du socialisme commencés en 1789. Mais une telle ambition demande du travail, beaucoup de travail.

C'est pourquoi le M'PEP veut participer au rassemblement de tous les groupes politiques qui cherchent dans cette direction, de sorte que de cette diversité jaillisse un projet fédérateur.

Ce projet devrait concerner quelques points clé et s'élargir peu à peu : un domaine étendu de propriété sociale ; des droits opposables notamment celui de l'emploi ; une démocratisation généralisée de la société ; la promotion de la Charte de La Havane comme alternative au libre-échange. Tout programme de gouvernement repose sur des présupposés idéologiques, implicites ou explicites. Le débat idéologique, on le sait, est nécessaire mais n'aboutira peu certainement à un accord. C'est pourquoi, tout en poursuivant le débat idéologique, les forces de gauche doivent être capables de se rassembler sur un programme de gouvernement concret. Le tout ou rien devra être proscrit. Aucune force ne pourra faire accepter toutes ses propositions aux autres. Il faudra donc que chacun accepte des compromis en distinguant ce qui va ou non dans le bon sens.

### **(4).- Créer une structure de rassemblement entre mouvements et partis politiques**

L'émiettement des forces de gauche peut être la pire ou la meilleure des choses. Il serait la pire des choses s'il devenait permanent, et qu'il se traduise par des attitudes sectaires ou le jeu des ego, comme au moment de la présidentielle de 2007. Mais cet émiettement peut être aussi la meilleure des choses si la mutualisation l'emporte sur la division. Car chaque groupe existant aujourd'hui à gauche possède sa propre spécificité. En rassemblant tous les groupes, ce sont les multiples facettes de la réalité qui seraient abordées, débouchant sur des propositions globales. Il faut donc créer un lien où ces groupes pourront engager le dialogue.

### **(5).- Préparer dès maintenant les prochaines échéances électorales**

Le régime présidentiel pèse de plus en plus sur le système politique français. Il rend les alliances électorales très difficiles et favorise la bipolarisation. Mais il demeure, qu'on le veuille ou non, la clé de voute des institutions françaises. Aucune force politique ne peut s'en échapper, sauf à se marginaliser et à disparaître du champ politique. Toute élection présidentielle est une bataille politique à laquelle le M'PEP prendra part.

Sa stratégie sera celle de l'union de la gauche dès le premier tour, y compris avec le PS. Autrement dit, le M'PEP est prêt à faire campagne pour un candidat commun de la gauche issu du Parti socialiste. Une telle décision, cependant, reposera sur un accord politique. Celui-ci devra comporter, évidemment, des engagements concernant la lutte contre les inégalités. Si ces engagements portent sur des mesures susceptibles de faire progresser significativement l'égalité, le M'PEP contribuera à faire élire le candidat qui les défendra.

Prenons un exemple avec le programme de Ségolène Royal à la présidentielle de 2007. Certes, ce programme, sur le papier, était « moins pire » que celui de Nicolas Sarkozy. Mais le M'PEP n'y a vu aucune proposition susceptible de faire progresser significativement l'égalité. Si un candidat commun à la gauche, incluant le PS, n'était pas possible, le M'PEP agira pour la présence d'un candidat commun de la gauche en dehors du PS, ce dernier étant disqualifié pour porter l'étiquette de gauche. Enfin, si cette dernière hypothèse n'arrivait pas à voir le jour, le M'PEP n'écarte pas la possibilité de présenter son propre candidat ou sa propre candidate.

Mais il n'y a pas que l'élection présidentielle, il y a les élections européennes en 2009 et les élections régionales en 2010. Ces deux élections doivent être des étapes importantes dans la création de la nouvelle force politique de gauche que nous appelons de nos vœux, et pour préparer l'élection présidentielle de 2012. Un label de la gauche républicaine et sociale devrait pouvoir être accordé à des listes et candidats qui porteraient ses couleurs.